CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 099 • 1re SESSION • 42e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le lundi 28 mai 2018

Président

M. Pat Finnigan

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le lundi 28 mai 2018

● (1530)

[*Traduction*]

Le président (M. Pat Finnigan (Miram... Grand Lake, Lib.)): Je souhaite la bienvenue à tout le monde. Nous allons maintenant entreprendre notre étude du Budget principal des dépenses 2018-2019 en présence de l'honorable Lawrence MacAulay, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Je vous remercie, monsieur le ministre, de comparaître devant le Comité aujourd'hui. Nous sommes vraiment enchantés de vous accueillir.

Le lundi 16 avril 2018, cinq des crédits de votre ministère ont été renvoyés au Comité, à savoir le crédit 1 de la Commission canadienne du lait, le crédit 1 de la Commission canadienne des grains et les crédits 1, 5 et 10 du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Nous avons également le plaisir d'avoir parmi nous, du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, M. Chris Forbes. Je vous souhaite la bienvenue au Comité, monsieur Forbes. Nous avons également M. Pierre Corriveau, sous-ministre adjoint, Direction générale de la gestion intégrée.

Nous pouvons maintenant commencer. Monsieur le ministre, vous avez la parole pour un maximum de 10 minutes.

L'hon. Lawrence MacAulay (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Merci beaucoup, monsieur le président.

[*Français*]

Bonjour, tout le monde.

[*Traduction*]

C'est avec plaisir que je me présente de nouveau devant le Comité. Je suis accompagné bien sûr de mes collaborateurs, qui pourront vous présenter toute l'information nécessaire.

J'aimerais remercier le Comité pour son travail extraordinaire au service du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Les membres du Comité travaillent ensemble indépendamment des lignes de parti pour répondre aux besoins les plus pressants des agriculteurs canadiens. Je tiens donc à les remercier pour leurs travaux sur les changements climatiques touchant l'agriculture, les avancées technologiques et la recherche effectuée dans le domaine agricole pour favoriser les exportations canadiennes et liquider l'arriéré accumulé dans le transport du grain.

Je tiens en particulier à remercier le Comité pour sa prochaine étude sur les problèmes de santé mentale de nos agriculteurs. C'est là une question très sérieuse, tant dans les exploitations agricoles qu'ailleurs. La santé mentale est une priorité pour notre gouvernement. Le sous-ministre de l'Agriculture en a fait une importante priorité du ministère. De plus, notre collègue M. Jean-Claude Poissant est le champion de la santé mentale à la ferme, aussi bien dans sa circonscription que dans le reste du pays.

Le message que je veux vous transmettre aujourd'hui est que le gouvernement continuera à collaborer avec vous dans le but de stimuler la croissance du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire. J'aimerais maintenant aborder trois grands sujets: le Budget principal des dépenses, les progrès et les priorités ainsi que les défis et les perspectives du secteur.

Comme vous pouvez le voir, le Budget principal des dépenses prévoit un budget total de plus de 2,5 milliards de dollars pour 2018-2019. Cela représente une augmentation de plus de 260 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à deux mesures: une augmentation prévue de 150 millions de dollars des dépenses liées aux programmes de gestion des risques de l'entreprise selon les conditions du marché et un investissement de 96 millions de dollars dans de nouveaux programmes destinés à aider les producteurs et les transformateurs de produits laitiers à rester à la pointe de l'innovation.

À l'échelle du Canada, nous allons aussi procéder aux investissements prévus dans le cadre du programme de 350 millions de dollars destiné aux producteurs et aux transformateurs de produits laitiers. Ces fonds permettront aux agriculteurs d'accroître leur production et leur efficacité grâce à des investissements dans de nouveaux équipements et systèmes, comme des robots de traite, et des technologies de transformation.

Le Budget principal des dépenses reflète en outre l'excellent travail en cours dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture. Il prévoit pour le prochain exercice des subventions et des contributions totalisant 105 millions de dollars pour les programmes fédéraux qui soutiennent la recherche et l'innovation, le développement des marchés, la confiance du public, les risques de l'entreprise et la diversité. Le budget comprend également plus de 200 millions de dollars en programmes à coûts partagés avec les provinces et territoires. Tout cela représente un investissement considérable dans notre secteur agricole et agroalimentaire.

Nous avons franchi quelques étapes importantes depuis notre dernière réunion. Le projet de loi C-49 a reçu la sanction royale le 23 mai. Nous avons proposé quelques modifications clés afin de répondre aux besoins du secteur. Notre blé et nos autres grains continuent à susciter beaucoup d'intérêt. Le projet de loi permettra à nos agriculteurs de répondre à la demande grâce à un service ferroviaire efficace et sûr. Nous voulons avoir un système de transport de calibre mondial, non seulement pour cette année ou la prochaine, mais pour les nombreuses années qui suivront.

Le 1er avril a été marqué par le lancement du nouveau Partenariat canadien pour l'agriculture, qui investira 3 milliards de dollars sur 5 ans. L'industrie a mis très clairement en évidence la nécessité d'une transition harmonieuse entre l'ancien cadre et le nouveau système. Nous avons réussi à assurer cette transition. Les ententes bilatérales avec les provinces et les territoires ont presque toutes été conclues. Elles couvrent un financement partagé de 2 milliards de dollars sur 5 ans. Le Partenariat canadien pour l'agriculture prévoit en outre 1 milliard de dollars sur 5 ans pour les activités et les programmes fédéraux.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, nous avons mis en oeuvre en février six programmes fédéraux qui aideront le secteur à atteindre de nouveaux sommets. Nous continuons aussi à appuyer l'excellent travail accompli partout dans le pays par nos experts agricoles. Les scientifiques de l'agriculture et de l'agroalimentaire continuent à faire des découvertes extraordinaires qui permettent à nos agriculteurs d'accroître leur production, de réduire leurs coûts et d'augmenter leurs bénéfices.

Au cours des cinq prochaines années, le Partenariat canadien pour l'agriculture aidera les agriculteurs et les transformateurs canadiens à étendre leurs marchés, à innover et à protéger notre environnement. Il leur donnera aussi la possibilité de mieux gérer leurs risques commerciaux tout en renforçant la confiance du public dans leurs produits. Il permettra également à plus de jeunes agriculteurs, de femmes et d'Autochtones d'assumer des rôles de leadership dans le secteur.

● (1535)

Les investissements prévus dans les trois derniers budgets renforcent notre programme agricole.

Le secteur agroalimentaire est l'un des cinq groupes qui recevront du financement dans le cadre de l'initiative des supergrappes de 950 millions de dollars prévue en 2017. Le consortium canadien des industries des protéines fera de notre pays un chef de file mondial en protéines végétales durables. Il contribuera aussi à l'ouverture de nouveaux marchés pour nos producteurs de légumineuses.

Le budget 2018 mise sur ce travail en faisant le plus important investissement en recherche fondamentale de l'histoire du Canada. Il s'agit d'un investissement de près de 4 milliards de dollars dans notre réseau de recherche afin d'appuyer la génération suivante de chercheurs tout en modernisant les outils dont ils ont besoin pour faire leur travail.

Nous investissons aussi 75 millions de dollars pour accroître nos échanges commerciaux avec la Chine et le reste de l'Asie au profit des agriculteurs canadiens. Le commerce demeure une grande priorité du gouvernement.

Nous visons à porter nos exportations agricoles à 75 milliards de dollars d'ici 2025. Le 8 mars, le Canada a signé le Partenariat transpacifique global et progressiste ou PTPGP. Pour le secteur agricole, cela entraînera la suppression des droits de douane sur les exportations canadiennes de viande, de grains, de produits horticoles et d'aliments transformés. Cet accès pourrait engendrer 1 milliard de dollars de nouvelles ventes par an pour nos producteurs de boeuf et de porc.

Quand on ajoute ces avantages à ceux que nous tirerons de notre accord de libre-échange avec l'Union européenne et d'autres accords commerciaux, on se rend compte que les agriculteurs canadiens jouiront d'un avantage concurrentiel dans près des deux tiers de l'économie mondiale. C'est une très bonne chose parce que cela nous aidera à diversifier notre commerce.

L'Asie représente la nouvelle frontière pour nos agriculteurs et nos transformateurs d'aliments. En mars, j'ai dirigé une mission commerciale au Japon et en Corée et, plus tôt ce mois-ci, j'étais en Chine, pays où une classe moyenne toujours croissante s'intéresse beaucoup aux produits de nos agriculteurs et de nos éleveurs. Cette mission a été une excellente occasion de mettre en valeur la haute qualité de nos produits alimentaires et de nos produits de la mer et de renforcer nos relations commerciales.

Nous travaillons également avec nos partenaires d'Amérique du Nord pour actualiser, moderniser et améliorer l'ALENA. Partout dans le continent, les agriculteurs appuient unanimement l'ALENA. Jeudi, je serai à Dallas pour prendre la parole devant le World Meat Congress. Je livrerai alors le message du Canada en faveur d'un ALENA fort, moderne et progressiste.

Bref, les agriculteurs canadiens sont prêts à nourrir le monde, et le gouvernement du Canada est prêt à appuyer leurs efforts. Il y a évidemment des défis à relever, et il y en aura toujours. Nous nous employons à régler la situation en Inde qui touche nos exportations de légumineuses.

Il y aura toujours des défis à relever en agriculture, qu'il s'agisse d'une concurrence acharnée sur le marché mondial, de protectionnisme ou d'évolution de la demande des consommateurs.

Mais quand je pense aux perspectives de cette grande industrie, je vois un avenir plein de promesses. Le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire continue de croître. L'année dernière, sa contribution au PIB s'est élevée à 111 milliards de dollars, d'après les plus récentes perspectives financières. La valeur nette moyenne des fermes atteindra un nouveau record en 2018; et le revenu monétaire net se classera deuxième parmi les plus élevés jamais observés. L'année dernière, nos exportations de produits agricoles, d'aliments et de produits de la mer ont atteint un sommet historique de plus de 64 milliards de dollars, ce qui nous rapproche de notre objectif de 75 milliards.

La demande de nos produits continue de croître, et le Canada possède les avantages concurrentiels nécessaires pour y répondre. Nous pouvons compter sur des terres agricoles et de l'eau en abondance, sur les meilleurs agriculteurs et éleveurs au monde et sur un gouvernement qui réinvestit dans l'agriculture.

Il est temps que le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire intensifie sa présence sur la scène mondiale. Grâce à des investissements judicieux et à une collaboration soutenue, je suis convaincu que nous pouvons surmonter tous les obstacles qui se dresseront sur notre chemin.

Je vous remercie de votre attention.

[*Français*]

Merci à tous.

● (1540)

[*Traduction*]

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre, d'avoir fait le point sur le secteur agricole, tant au Canada qu'à l'étranger.

Nous allons maintenant commencer notre tour de questions. Monsieur Berthold, vous avez six minutes.

[*Français*]

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vous remercie, monsieur le ministre, d'être parmi nous aujourd'hui. Vous nous manquez; nous aimerions vous voir plus souvent au Comité. Chaque fois que vous désirerez venir nous rencontrer, vous serez le bienvenu. De toute façon, je suis heureux de vous recevoir ici, au Comité, parce que ce ne sont pas vos collègues ministres qui vont se lever pour répondre aux questions, comme c'est le cas à la Chambre. J'espère que vous allez saisir toutes les occasions de répondre à nos questions aujourd'hui.

Dans le cadre d'une demande de renseignements que j'ai présentée au gouvernement, j'ai demandé si Agriculture et Agroalimentaire Canada avait réalisé des études à propos des répercussions du nouveau guide alimentaire sur les divers secteurs de l'industrie agricole. À ma grande surprise, on m'a répondu que le ministère n'avait réalisé aucune étude de ce genre.

Pourquoi avez-vous cédé à la ministre de la Santé la responsabilité de défendre les agriculteurs dans ce dossier?

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Ai-je bien entendu? Vous me demandez si j'ai cédé ma responsabilité envers les agriculteurs…

M. Luc Berthold: Oui, au sujet du guide alimentaire.

L'hon. Lawrence MacAulay: Il n'y a pas de doute que le guide alimentaire a été établi. Il relève de la ministre de la Santé, comme vous le savez bien.

M. Luc Berthold: Mais pourquoi?

[*Français*]

Je connais le processus lié au guide alimentaire. Je veux plutôt savoir pourquoi votre ministère n'a fait aucune étude sur les répercussions que peut avoir le nouveau guide alimentaire sur les industries et les producteurs canadiens.

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Le sous-ministre peut certainement répondre à n'importe quelle question concernant ce que le ministère ferait, mais, de toute évidence, le guide alimentaire lui-même fera l'objet de consultations. Bien sûr, une fois les consultations faites, nous voudrons…

[*Français*]

M. Luc Berthold: Votre ministère n'a donc pas fait d'étude.

Monsieur le ministre, croyez-vous que le yogourt, le fromage et le jus de fruit sont des aliments dangereux pour la santé?

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Cela fait l'objet de discussions. Nous n'avons pas encore vraiment décidé de ce qui figurera ou ne figurera pas dans le guide alimentaire.

M. Luc Berthold: Il ne s'agit pas du guide alimentaire. Il s'agit plutôt des étiquettes qui seront apposées sur le devant des produits.

[*Français*]

C'est à propos de l'étiquetage. Les yogourts, les jus de fruits et les fromages seront étiquetés comme des produits contenant trop de gras et trop de sel. Croyez-vous que ces aliments sont dangereux pour la santé des Canadiens?

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Comme vous le savez, lorsque nous tenons des consultations, nous recevons beaucoup de réactions du secteur. Ces réactions seront évaluées, après quoi le guide alimentaire sera mis au point. Vous voudrez, j'en suis sûr, que les gens sachent ce que contiennent les produits, sans que cela constitue une critique. Je ne crois pas que vous soyez opposé à l'étiquetage des produits alimentaires.

[*Français*]

M. Luc Berthold: Vous êtes donc d'accord pour que ces produits soient étiquetés comme des produits dont les Canadiens doivent se méfier. C'est cela?

[*Traduction*]

Vous convenez que ces produits ne sont pas dangereux, mais vous croyez qu'il faut dire aux gens de s'en méfier.

L'hon. Lawrence MacAulay: Non. Je pense que nous avons le devoir d'informer les Canadiens de ce que contiennent les produits. Je ne suis pas opposé à cela.

[*Français*]

M. Luc Berthold: On comprend donc que vous êtes d'accord sur la position du ministère de la Santé.

Monsieur le ministre, vous avez dit à plusieurs reprises que vous défendiez le système de gestion de l'offre.

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: La décision du ministère de la Santé à quel propos?

M. Luc Berthold: Vous avez souvent dit que vous êtes d'accord pour défendre la gestion de l'offre.

L'hon. Lawrence MacAulay: Nous sommes bien sûr…

M. Luc Berthold: Là n'est pas la question.

L'hon. Lawrence MacAulay: Non, mais vous avez dit quelque chose. Les consultations ont actuellement lieu. Nous avons l'information. Elle sera évaluée. Il y aura des discussions entre ministres, puis une décision sera prise. La question n'est pas de savoir si je suis d'accord ou non. Je fais partie du gouvernement, mais je ne suis pas le seul à le représenter. La décision concernant l'étiquetage sera prise par le Cabinet.

M. Luc Berthold: Défendrez-vous les producteurs de fromage, de yogourt et de jus de fruits au Cabinet?

L'hon. Lawrence MacAulay: Je les défends toujours partout où je vais. Je fais la promotion de l'agriculture et du secteur agroalimentaire, et je continuerai à le faire.

M. Luc Berthold: Nous verrons les résultats.

[*Français*]

Monsieur le ministre, vous avez dit à plusieurs reprises que vous défendiez le système de gestion de l'offre. Vous engagez-vous formellement, aujourd'hui, à ce que le Canada ne fasse aucune nouvelle concession aux Américains dans les négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain, ou ALENA?

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Je comprends bien votre question concernant la gestion de l'offre. J'y ai répondu de multiples fois à la Chambre et en public. J'appartiens au parti qui s'est battu pour établir la gestion de l'offre, j'appartiens au gouvernement qui la défendra.

Comme vous le savez, des négociations ont lieu au sujet de l'ALENA en vue d'améliorer l'accord dans son ensemble. Je ne crois pas qu'il m'appartienne de dire en public ce que je ferais. J'ai pris l'engagement ferme d'appuyer la gestion de l'offre depuis que je suis ministre et depuis bien longtemps avant. Je trais moi-même mes vaches. Je connais donc l'importance du système de gestion de l'offre.

● (1545)

[*Français*]

M. Luc Berthold: Vous engagez-vous à ce que le Canada ne fasse aucune nouvelle concession dans les négociations avec les Américains? C'est bien de défendre le système de gestion de l'offre, mais si le Canada faisait une nouvelle concession alors qu'il en a déjà fait dans le cadre du Partenariat transpacifique, cela pourrait faire très mal aux producteurs.

Vous engagez-vous à ce que le Canada ne fasse aucune nouvelle concession dans les négociations de l'ALENA?

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Je défendrai toujours les agriculteurs, mais, comme vous le savez, des discussions ont lieu à Washington. Nous avons d'excellents négociateurs qui défendront nos intérêts. Comme nous l'avons souvent dit, le seul accord que nous signerons est un accord qui sera bon pour les Canadiens et pour l'agriculture canadienne.

Le président: Merci, monsieur ministre.

Merci, monsieur Berthold.

À vous, monsieur Longfield. Vous avez six minutes.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, nous sommes très heureux de vous accueillir au Comité. Je vous ai vu à Toronto vendredi dernier. Vous reveniez de Winnipeg, où vous aviez annoncé l'adoption par les deux côtés de la Chambre du projet de loi C-49. C'est une mesure législative géniale qui aidera beaucoup nos agriculteurs. L'accueil a été chaleureux. Pouvez-vous nous parler de la réaction que vous avez eue à Winnipeg? Peut-être plus tard.

Le Comité s'est rendu dans l'Ouest canadien au cours des quelques dernières semaines. Nous avons visité GrainsConnect, à Maymont, et avons vu le traitement des expéditions dans un nouveau superterminal. Le terminal dispose d'un système extraordinaire de chargement en circuit qui permet de charger une centaine de wagons dans un seul poste de travail. Des technologies de tout premier plan sont utilisées en Saskatchewan.

Au cours de notre visite au port de Vancouver, nous avons pu voir le terminal G3 agrandi. Nous avons examiné les travaux d'expansion qui ont été terminés chez Richardson ainsi que les travaux d'agrandissement réalisés il y a quelques années chez Viterra. Le CN vient de commander 1 000 wagons-trémies. Depuis le mois dernier, il répond à la demande de la clientèle. Nous disposons de la capacité nécessaire dans le réseau. Nous venons d'adopter le projet de loi C-49 sur les transports. Qu'en pensent-ils à Winnipeg? Quel climat avez-vous pu observer dans le secteur agricole compte tenu des mesures prises pour transporter le grain vers les marchés?

L'hon. Lawrence MacAulay: Je dois dire que tous les secteurs céréaliers qui étaient représentés semblaient satisfaits. Le ministre progressiste-conservateur Ralph Eichler était là avec moi. Les chemins de fer n'étaient pas représentés, mais je crois savoir qu'eux aussi sont contents. On se pose parfois des questions lorsque tout le monde est satisfait.

Vous avez mentionné le fait que le CN a commandé de nouveaux wagons. Ce n'est qu'un élément de la situation. Ces wagons transporteront 10 % de plus de produits d'une manière plus efficace. Cela est extrêmement important.

Étant moi-même agriculteur, ayant moi-même cultivé des pommes de terre dans l'Île-du-Prince-Édouard, je connais les surestaries et ce qui se passe lorsqu'un wagon vient chercher des produits, mais qu'on n'est pas prêt pour le chargement. Il faut payer. Maintenant, les pénalités sont réciproques. Je n'ai jamais pensé que je deviendrais ministre de l'Agriculture et que je serais en quelque sorte responsable de cette disposition de la loi. Je trouve cela vraiment incroyable. C'est une bonne chose pour les céréaliculteurs de tout le pays, de même que pour tous les expéditeurs. C'est une chose. Lorsque j'ai été mis au courant pour la première fois, je me suis bien sûr acharné comme tout le monde pour défendre les agriculteurs, où qu'ils soient. J'ai peut-être suggéré que c'était trop demander et qu'il serait peut-être impossible de donner suite à cette demande. Toutefois, c'est ce que nous avons obtenu. C'est la raison pour laquelle les gens sont tellement contents.

Le fait d'assujettir le soja au revenu admissible maximal est à mon avis une simple question d'équité. C'est un secteur très important. Le soja est cultivé partout dans le pays. Cette mesure assure aux producteurs une meilleure protection. Il est évident que le changement qui s'est produit par suite de l'adoption de la loi donnera aux chemins de fer la possibilité d'investir davantage dans l'infrastructure nécessaire au transport des produits agricoles et de beaucoup d'autres produits.

Le projet de loi C-49 contient de nombreuses autres dispositions, mais je sais, Lloyd, que vous avez d'autres questions à poser.

● (1550)

M. Lloyd Longfield: Oui. Je voulais simplement…

L'hon. Lawrence MacAulay: Je peux passer à autre chose, vous savez. Tout cela est vraiment du plus grand intérêt.

M. Lloyd Longfield: Vous lisez dans mes pensées. Vous pouvez voir que je hoche la tête plus rapidement.

L'hon. Lawrence MacAulay: J'avais l'impression que vous étiez en train de dire: « Plus vite, plus vite! »

M. Lloyd Longfield: Nous avons tous beaucoup de questions à vous poser.

Comme vous vous apprêtiez à le dire, il ne s'agit pas seulement des grains. Nous avions également visité à Saskatoon une usine Case New Holland qui fabrique des matériels énormes. Nous devons pouvoir les transporter. Dans ma circonscription, à Guelph, il y a des expéditions de pièces automobiles. Nous avons besoin à cette fin de wagons et de locomotives. Nous avons besoin en fait d'un réseau de transport complet dans lequel nous n'avons pas à aller chercher des wagons dans l'Est pour desservir l'Ouest. Nous devons avoir un réseau complet reliant les ports, les transports routiers et les chemins de fer. La raison pour laquelle le projet de loi est tellement important, c'est qu'il s'agit d'un réseau complet.

L'hon. Lawrence MacAulay: Je suis parfaitement d'accord. Il est évident que nous ne voulons pas aller chercher des wagons ailleurs. Nous devons donc disposer d'un nombre suffisant pour transporter les produits. Il n'y a pas de doute que les 1 000 wagons-trémies du CN ont un rôle important à jouer, mais il y a bien plus que cela. J'ai déjà dit que les problèmes ne seront pas tous réglés dès l'adoption du projet de loi C-49. Les agriculteurs en sont très conscients. Nous pourrions encore avoir des voies doubles dans certaines régions, des goulets d'étranglement à Vancouver et d'autres difficultés. Toutefois, je suis bien d'accord que la situation à Vancouver n'a pas occasionné de grands problèmes cette année, mais cela peut se produire à l'occasion. Nous devons donc prendre aussi des mesures à ce sujet. Pour l'avenir, le projet de loi donne au gouvernement et aux chemins de fer la possibilité de mettre en place un système adéquat.

Lloyd, vous savez bien — comme tous ceux qui sont présents autour de cette table — que si nous n'établissons pas un système adéquat et qu'en conséquence, nous ne livrons pas les produits à temps, quelqu'un d'autre le fera…

M. Lloyd Longfield: C'est vrai.

L'hon. Lawrence MacAulay: … et nous perdrons des marchés. Voilà pourquoi ces mesures étaient tellement essentielles.

M. Lloyd Longfield: De plus, les conseils d'administration du CN et du CP doivent être sûrs de la cohérence de la loi pour faire les investissements nécessaires dans les voies et le matériel.

L'hon. Lawrence MacAulay: Le CN a d'ailleurs réagi tellement vite que je crois qu'il a compris les changements apportés à la loi et les a appuyés. J'ai exercé autant de pressions que j'ai pu. J'ai peut-être un peu mieux réussi que je ne le pensais, mais c'est très bien. C'est bon pour l'agriculture et pour l'économie. Cela signifie qu'il y aura plus d'argent pour les agriculteurs.

M. Lloyd Longfield: Nous nous en félicitons.

Merci beaucoup, monsieur MacAulay.

Le président: Merci, monsieur Longfield. Merci, monsieur le ministre.

Avant de poursuivre, je voudrais souhaiter la bienvenue à M. Paul Lefebvre, qui remplace Francis aujourd'hui.

Bienvenue au Comité, Paul.

C'est maintenant au tour de M. Alistair MacGregor.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Merci.

Je vous remercie, monsieur le ministre, de comparaître devant le Comité aujourd'hui.

Je voudrais commencer par une question concernant le Programme des travailleurs étrangers temporaires et, plus particulièrement, le Programme des travailleurs agricoles saisonniers. Je sais que ces programmes relèvent d'un autre ministère, mais il s'agit des travailleurs agricoles et des exploitations où ils travaillent. Je me suis entretenu avec beaucoup d'intervenants qui disent que leurs demandes étaient auparavant traitées dans un délai d'environ six semaines. Maintenant, ce délai atteint parfois 20 semaines. Certains agriculteurs ont un besoin urgent de main-d'oeuvre. Il y a des travailleurs qui cherchent du travail, et il faut s'occuper de denrées périssables.

Monsieur le ministre, j'aimerais savoir ce que vous et votre ministère faites, de concert avec d'autres responsables du gouvernement, pour régler ce problème qui touche les travailleurs et les employeurs. Je comprends qu'il est nécessaire de protéger les droits des travailleurs, mais j'aimerais savoir ce que vous faites précisément afin de faciliter les choses pour les deux parties intéressées.

L'hon. Lawrence MacAulay: Je suis bien d'accord avec vous.

Je vous remercie, Alistair. Votre question est importante.

Je comprends que la situation puisse occasionner des difficultés et qu'il incombe au gouvernement de l'améliorer. Nous y travaillons. Les choses sont-elles parfaites? Non. Nous devons en faire davantage, et c'est bien notre intention.

Il y a environ deux semaines, j'ai participé avec la ministre Hajdu à une table ronde organisée par la Fédération canadienne de l'agriculture. Les intervenants ont eu l'occasion d'expliquer le problème à la ministre responsable. Tout le monde se soucie des droits des travailleurs. Il n'y a pas de doute à ce sujet. Personne ne dira le contraire, mais, comme vous l'avez mentionné, Alistair, nous devons nous assurer d'avoir un bassin de main-d'oeuvre adéquat. Je peux vous affirmer que c'est là mon objectif et que j'ai travaillé…

M. Alistair MacGregor: Pouvez-vous promettre que ce problème ne se posera pas en 2018 lorsque nous aurons une récolte à faire à la fin de l'été?

L'hon. Lawrence MacAulay: Je peux vous assurer, Alistair, que je continuerai à travailler avec les ministres responsables pour résoudre le problème le plus tôt possible. J'ai déjà dit que différents moyens sont possibles. Le Programme des travailleurs étrangers temporaires ainsi que le processus d'obtention de la citoyenneté sont tous deux très importants parce que nous avons besoin de plus de monde.

Je sais que certains établissements de traitement des viandes de l'Ouest canadien ne tournent qu'à la moitié de leur capacité à cause du manque de travailleurs. Nous nous en occupons. Nous sommes conscients du problème et faisons des efforts pour le régler. Nous avons fait des progrès, mais pas assez.

● (1555)

M. Alistair MacGregor: D'accord.

L'hon. Lawrence MacAulay: Je vous remercie de votre question.

M. Alistair MacGregor: Maintenant — surprise, surprise —, je voudrais parler de la gestion de l'offre. J'ai devant moi le rapport Barton qui dit, à la page 12, sous Produits laitiers, que votre gouvernement devrait progressivement réduire les obstacles tels que les quotas provinciaux rigides.

Deux anciens députés libéraux, John Manley et Martha Hall Findlay, préconisent de mettre fin à la gestion de l'offre depuis qu'ils ont renoncé à faire de la politique. D'après le *Globe and Mail*, l'AECG a déjà ouvert une brèche, mais le PTPGP risque de faire sauter tout notre système de gestion de l'offre.

Malgré tous les engagements que vous avez pris de protéger la gestion de l'offre, on a l'impression que le secteur est en train de mourir à petit feu. Quand je parle à des représentants de secteurs soumis à la gestion de l'offre, je me rends compte qu'ils commencent à être très inquiets.

Je voudrais revenir à la question de M. Berthold. Pouvez-vous garantir au Comité qu'après avoir laissé deux accords commerciaux affaiblir la gestion de l'offre, vous ne permettrez pas que l'ALENA fasse de même? Pouvez-vous faire tout de suite une promesse ferme aux secteurs soumis à la gestion de l'offre?

L'hon. Lawrence MacAulay: Alistair, je vous remercie de votre question. Je suis un ardent partisan de la gestion de l'offre. J'aurais dû me munir d'un stylo. J'ai beaucoup de choses à signer aujourd'hui.

Je travaillerai très fort pour veiller à ce que la gestion de l'offre… C'est toujours ce que j'ai fait et ce que je continuerai à faire dans n'importe quel secteur. Le système de gestion de l'offre est d'une importance vitale pour le secteur agricole.

Je suis pleinement conscient de ce qu'il fait. J'ai participé à son établissement. Il permet de livrer un produit de première qualité à un prix raisonnable. Y a-t-il des gens qui s'y opposent dans les médias, en politique, au sein des partis? Oui.

M. Alistair MacGregor: Certaines critiques émanent de votre propre parti, monsieur le ministre.

L'hon. Lawrence MacAulay: Elles peuvent venir de n'importe où. Je pourrais nommer des gens de partout si je voulais…

M. Alistair MacGregor: Je ne suis pas sûr qu'il y ait des néo-démocrates.

L'hon. Lawrence MacAulay: ... mais je ne tiens pas à m'engager dans cette voie. Je veux m'assurer que nous faisons toujours de notre mieux. Je ne veux contrecarrer personne ici, et je suis sûr que vous ne le voulez pas non plus. Je comprends l'importance du système. Je sais que nous devons l'appuyer énergiquement. C'est ce que nous faisons.

M. Alistair MacGregor: Je vous remercie. J'ai une question de plus à poser, au sujet de l'ACIA.

Au cours de la tournée effectuée par le comité de l'agriculture, nous avons entendu beaucoup de gens dire que l'ACIA subit encore les effets des restrictions budgétaires auxquelles elle a été soumise et qu'il y a des membres de l'Agence qui respectent la lettre, mais non l'esprit de la loi. Nos interlocuteurs s'inquiétaient de ce que l'ACIA n'a pas l'expérience nécessaire pour appliquer la norme sanitaire et phytosanitaire à l'étranger et pour comprendre les règlements des autres pays. Si nous devons atteindre l'objectif de 75 milliards de dollars d'exportations, quelles mesures prenez-vous, monsieur le ministre, de concert avec le ministère de la Santé, pour vous assurer que l'ACIA possède les compétences et l'expérience voulues pour réaliser l'objectif visé, surtout en ce qui concerne le personnel de l'Agence affecté aux ambassades canadiennes à l'étranger?

L'hon. Lawrence MacAulay: Comme vous le savez, nous avons prévu dans le budget 29 millions de dollars pour l'Agence canadienne d'inspection des aliments et 47 millions pour lui permettre d'affronter les problèmes de salubrité des aliments avant le stade de la consommation, ce qui est extrêmement important.

Je vais un peu partout dans le monde. L'ACIA est d'une importance vitale. Je peux vous donner l'assurance que je veillerai de mon mieux à ce qu'elle dispose d'un financement suffisant. Nous lui avons affecté des fonds et aurons besoin de lui en fournir davantage, car, lorsque nos exportateurs vendent dans le monde des produits portant la feuille d'érable canadienne et le sceau d'approbation de l'ACIA, les consommateurs, surtout en Asie, sont sûrs de la salubrité des aliments. Cette question de salubrité est vraiment critique, et c'est l'ACIA qui en est responsable au nom du Canada.

En toute franchise, j'ai vu les choses des deux côtés. En tant que producteur de pommes de terre, j'étais un peu ennuyé de recevoir la visite des inspecteurs de l'ACIA, surtout s'ils relevaient de petits problèmes de qualité. J'ai été partie à un procès, et j'ai pu constater, il y a déjà des années, à quel point il est important d'avoir un système réglementaire fondé sur des données scientifiques. J'en ai fait moi-même l'expérience, de sorte que je peux maintenant vous affirmer que j'appuie pleinement le système.

Le président: Merci, monsieur le ministre et monsieur MacGregor.

[*Français*]

Madame Nassif, vous avez la parole pour six minutes.

Mme Eva Nassif (Vimy, Lib.): Monsieur le ministre, je vous remercie d'être parmi nous et de répondre à nos questions.

Le commerce est très important pour les agriculteurs et les entreprises agricoles canadiennes. Notre gouvernement s'est fixé un objectif de 75 milliards de dollars par année d'ici 2025 en matière d'exportation de produits agricoles.

Pourriez-vous nous dire ce que nous devrions faire pour atteindre cet objectif et nous parler de ce que vous entendez lorsque vous dirigez des délégations commerciales agricoles à l'étranger?

● (1600)

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Le plus important, c'est la salubrité des aliments exportés. Lorsque j'ai la chance de visiter la Chine, le Japon et d'autres pays, il est vraiment très important de pouvoir compter sur cet élément. En même temps, il est également important d'aller dans ces pays et de veiller à ce que les gens comprennent ce qu'on a à leur offrir. Il faut essentiellement leur parler face à face, au moins pour établir un premier contact. C'est ce que j'essaie de faire.

Cela a été utile. Nous avons conclu un certain nombre de marchés. Par exemple, au Japon, je représentais l'industrie du porc. Costco a, au Japon, quelque 127 magasins qui ne vendent que du porc canadien. C'est un fait important. Par ailleurs, il est évidemment essentiel d'expédier du boeuf frigorifié à la Chine. Je sais que nous devons augmenter nos troupeaux de bovins. Nous le ferons. Pour ce qui est du canola, il est évident que c'est un produit important pour la Chine et d'autres pays qui l'importent du Canada.

Toutes ces choses sont tellement importantes, mais il faut être présent. Il faut pouvoir expliquer ce que nous avons à offrir et établir des relations. M. Han est le ministre chinois de l'Agriculture. J'ai de bons rapports avec lui, ce qui est utile, car cela développe la confiance. C'est là un élément important.

Il faut en même temps avoir un bon produit et disposer de stocks suffisants pour répondre à la demande. On vous dit ces choses pendant que vous êtes là. Nous ferons de notre mieux pour travailler avec les différents secteurs du pays afin d'accroître la production. En effet, si nous devons exporter des produits d'une valeur de 75 milliards de dollars, nous devons avoir les stocks voulus. Nous les aurons.

[*Français*]

Mme Eva Nassif: Merci.

Pourriez-vous nous dire ce qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada fait pour augmenter la participation des femmes dans ces secteurs?

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Je vous remercie, Eva, de cette question.

Je dois dire que la politique rend la vie difficile à l'occasion, mais ma femme Frances et moi avons eu le privilège d'assister à la Conférence sur l'avancement des femmes en agriculture de Calgary. Quelle expérience! Nous nous sommes assis à la tribune pendant environ 45 minutes et avons répondu à différentes questions. L'assistance a pu se rendre compte du rôle que Frances joue dans ma vie politique et dans le domaine agricole aussi parce qu'au cours de notre vie, nous avons toujours tout fait ensemble. Elle a joué partout un rôle aussi important que le mien, aussi bien lorsque nous cultivions des pommes de terre de semence que lorsque nous élevions des vaches laitières.

À la conférence, il y avait quelque 400 femmes très désireuses de travailler dans le secteur agricole. Elles ont posé toutes sortes de questions. Ensuite, nous avons eu plusieurs conversations. Les rencontres de ce genre sont très importantes. C'est à cette fin que nous avons établi le Partenariat canadien pour l'agriculture. Il y a aussi un élément appelé « agri-diversité » qui permet de financer des femmes, des groupes autochtones et d'autres groupes afin de faciliter leur participation. Chez nous, ma femme pouvait conduire aussi bien un tracteur à 16 roues qu'une moissonneuse-batteuse. Elle pouvait tenir les livres et pouvait également s'asseoir à table pour manger un repas gastronomique.

C'est ainsi que sont les choses. Nous sommes tous pareils, et nous devons veiller à ce que la société le comprenne. Quand il y a un travail à faire, il importe peu que ce soit un homme ou une femme qui le fasse. C'est toujours ce que j'ai pensé au cours de ma vie. C'est cela que je veux promouvoir et que le gouvernement du Canada encourage. Nous voulons veiller à ce que plus de femmes et d'autres groupes fassent partie du secteur agricole.

[*Français*]

Mme Eva Nassif: Le 1er avril dernier, le Partenariat canadien pour l'agriculture est entré en vigueur.

Pouvez-vous nous parler de la mise en oeuvre de ce cadre quinquennal, des programmes qui ont été mis en oeuvre et [*difficultés techniques*] en vous basant sur ce que vous avez entendu jusqu'à maintenant?

En outre, pourriez-vous lier cela aux supergrappes?

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Bien sûr, les supergrappes sont extraordinaires, comme nous le savons tous, pour le secteur des protéines — j'ai mentionné les lentilles qui connaissent des difficultés en ce moment — et pour le transport de ces produits. Elles nous donnent la possibilité de produire davantage de protéines.

Le Partenariat canadien pour l'agriculture a été établi par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux grâce à un financement de 2 milliards de dollars assumé à 60 % par le gouvernement fédéral et à 40 % par les provinces. Il y a aussi 1 milliard de dollars pour l'initiative fédérale visant le commerce et la recherche. Ces questions sont d'une importance vitale.

Du côté fédéral, provincial et territorial, nous avons le programme Agri-stabilité qui accorde de l'aide quand on a des difficultés. Par exemple, à la suite des incendies qui se sont produits dans l'Ouest canadien, Ottawa a pu collaborer avec le gouvernement provincial. Un programme a été mis en place pour s'assurer de régler très rapidement les problèmes.

Le problème de la tuberculose bovine en Alberta est un autre exemple. Étant moi-même agriculteur, je sais que ces choses peuvent être dévastatrices. J'ai aussi une chose à dire au sujet des incendies. Il est extrêmement important de comprendre que, même si le fédéral et les provinces accordent de l'aide, c'est en définitive l'agriculteur qui paie. On a beau dire, lorsque des choses de ce genre arrivent, l'aide n'est jamais suffisante. Il y a toujours des choses qui manquent et, une fois de plus, c'est aux agriculteurs de payer. J'en suis très conscient, mais nous faisons de notre mieux pour que les programmes mis en place apportent dans la mesure du possible les solutions voulues. Il en est de même pour les inondations, l'innovation… Ces programmes couvrent toutes sortes d'aspects qui revêtent une importance critique pour le secteur agricole.

● (1605)

Le président: Merci, monsieur le ministre.

[*Français*]

Merci, madame Nassif.

Monsieur Breton, vous avez la parole pour six minutes.

M. Pierre Breton (Shefford, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Si vous le permettez, monsieur le ministre, je vais prendre quelques secondes pour remercier et féliciter toute l'équipe qui nous a accompagnés lors du voyage que nous avons fait il y a quelques semaines dans le cadre de l'étude que nous faisons présentement sur les exportations. Nous voulons notamment faire passer la valeur des produits exportés de 65 à 75 milliards de dollars.

Mme la greffière, les analystes et l'équipe d'interprètes qui nous ont accompagnés et soutenus tout au long de notre voyage ont fait preuve d'un excellent sens de l'organisation et d'un grand professionnalisme. Ce n'était pas un voyage de tourisme, loin de là. Au contraire, nous avons travaillé fort avec nos collègues du Comité. L'expérience a été extrêmement enrichissante. Nous avons rencontré des représentants de belles entreprises et cela va fort bien alimenter notre étude.

Je ne suis pas le porte-parole à proprement parler, mais je suis certain que les collègues ici présents qui ont participé à ce voyage ont trouvé votre travail formidable. Je vous remercie encore une fois. J'aurais aimé remercier les interprètes qui nous ont accompagnés, mais je vois qu'ils ne sont pas ici aujourd'hui.

Mme Eva Nassif: Le message va quand même leur être transmis.

M. Pierre Breton: Merci, monsieur le ministre.

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Lorsque vous faites ces visites, vous parlez à des Canadiens ordinaires, des Canadiens moyens. Cela est tellement important.

[*Français*]

M. Pierre Breton: Excellent.

Monsieur le ministre, un programme de 350 millions de dollars a été mis en place par le gouvernement, soit le Programme d'investissement pour fermes laitières. Le programme s'adresse également à nos transformateurs laitiers. Dans ma circonscription, ce programme a été bien reçu. Il y a d'ailleurs plusieurs fermes qui, jusqu'à présent, ont eu l'occasion de recevoir ces types de subventions pour moderniser leur ferme et pour augmenter leur capacité de production et leur efficacité.

Pourriez-vous nous dire où nous en sommes relativement aux différents investissements?

Quels messages recevez-vous de la part des entreprises faisant partie de cette industrie? Quelles sont les répercussions positives sur l'industrie?

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Merci beaucoup, Pierre. Comme vous le savez, il y a 350 millions de dollars à investir: 250 millions pour les producteurs et 100 millions pour les transformateurs. Bien sûr, ces fonds doivent permettre aux producteurs et aux transformateurs de se doter des technologies de pointe. Par exemple, j'ai visité un certain nombre d'exploitations qui disposent de robots qui font automatiquement le nettoyage. En fait, certaines exploitations pourraient se passer complètement du personnel humain pendant à peu près une semaine. Les choses qu'on peut voir sont extraordinaires, mais il s'agit de grandes exploitations qui doivent adopter les technologies les plus récentes. Elles le font.

Bien sûr, cette innovation fait que le secteur de la gestion de l'offre est de plus en plus fort. Vous me demandez aussi ce qu'on a dépensé jusqu'ici. Des fonds s'élevant à plus de 66 millions de dollars ont déjà été approuvés pour les fermes laitières du Canada, dont 26 millions aux fermes du Québec. De plus, 24 millions ont été approuvés pour le secteur de la transformation dans tout le pays. Cela est d'une importance vitale sur les deux plans parce que la consommation de produits laitiers augmente continuellement et que nous devons être en mesure de répondre à la demande.

Les consommateurs sont à la recherche de produits différents. C'est ce qu'il faut leur fournir aussi bien pour la viande que pour les laitages et les autres denrées. Nous devons être en mesure de fournir le produit recherché en tenant compte des goûts des consommateurs. Comme vous le savez tous, ce programme a été mis sur pied de concert avec le secteur agricole. Cela s'est fait de bas en haut, en commençant au niveau des agriculteurs. Est-ce que les 350 millions étaient suffisants?

Qu'est-ce qu'on peut considérer comme suffisant? C'est un atout majeur pour l'industrie, et on peut espérer que cela continuera puisque nous avons déjà dépensé de grosses sommes et que nous poursuivons dans la même voie. Cet argent nous permet de nous assurer que les producteurs et les transformateurs disposent des technologies les plus modernes. Cela est d'une importance critique où qu'on soit.

Je crois que, de toute façon, les agriculteurs ont toujours été des innovateurs. En agriculture, par exemple, il y a différents moyens de transporter des choses. Les agriculteurs trouvent constamment des moyens de faciliter leur travail. Le grain est peut-être en haut au lieu d'être en bas. Il y a tant de choses qu'on peut faire pour réduire les coûts. Et les économies ainsi réalisées permettent d'épargner davantage. Cela représente un peu plus d'argent dans les poches des agriculteurs, ce qui est exactement mon but.

● (1610)

[*Français*]

M. Pierre Breton: Merci, monsieur le ministre.

Dans un autre ordre d'idées, le Comité a mené, au cours des derniers mois, une importante étude sur les changements climatiques et tout ce qui concerne l'agriculture. Vous avez probablement reçu le rapport et les recommandations.

Comment prévoyez-vous que le ministère pourra appuyer tout ce qui concerne les enjeux liés aux changements climatiques? Ce type d'enjeu est une réalité dans notre pays et partout sur la planète.

Nous aimerions entendre vos commentaires concernant les possibilités d'investissements à cet égard.

[*Traduction*]

L'hon. Lawrence MacAulay: Merci beaucoup, Pierre. Oui, je crois fermement que nous devons prendre soin de l'environnement tout en veillant à renforcer les industries du pays. C'est exactement ce que nous avons fait et que nous continuerons à faire.

Dans le cadre de notre Programme des technologies propres en agriculture, nous dépensons 25 millions de dollars sur 3 ans pour aider les agriculteurs à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, grâce au développement et à l'adaptation de technologies propres. De plus, le gouvernement a affecté 70 millions de dollars sur 6 ans pour appuyer les nouvelles priorités telles que le changement climatique et la conservation du sol et de l'eau. Quiconque s'occupe d'agriculture sait pertinemment qu'on est perdant si on néglige ces facteurs. Tout ce que le ruissellement emporte représente un coût pour l'agriculteur. Nous voulons donc nous assurer d'avoir les programmes nécessaires en place. Nous avons aussi des lois pour protéger contre la pollution de nos cours d'eau.

Le président: Je vous remercie.

L'hon. Lawrence MacAulay: Nous devons veiller à mettre en place ces programmes et à continuer à investir dans ce domaine parce que…

Le président: Merci, monsieur le ministre.

L'hon. Lawrence MacAulay: … nous devons augmenter notre PIB et réduire nos émissions. C'est exactement ce que nous faisons et continuerons à faire.

Le président: Merci, monsieur le ministre et monsieur Breton.

M. Pierre Breton: D'accord.

Le président: C'est maintenant au tour de M. Barlow.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président. Je remercie aussi le ministre de sa présence au Comité.

Avant de poser ma première question, je voudrais faire une petite mise au point pour corriger certaines des choses que vous avez dites jusqu'ici. Vous avez parlé des investissements que vous avez faits dans l'ACIA, et surtout dans le Programme d'amélioration de la salubrité des aliments. Vous ne le savez peut-être pas, mais vous avez en fait diminué le financement de ce programme de près de 100 millions de dollars et réduit l'effectif de 700 employés. C'est le premier point.

Vous avez aussi parlé de l'étiquetage sur le devant des produits et dit que vous voulez veiller à ce que les étiquettes ne critiquent pas les ingrédients. C'est exactement ce que fait l'étiquetage sur le devant des emballages. Vous critiquez de bons produits canadiens sains comme le lait, la viande et le yogourt. Ce sont quelques-unes des préoccupations que suscitent chez nous vos projets.

Ma première question concerne le projet de loi C-49. Vous vous êtes attribué une grande partie du mérite lié à l'élaboration du projet de loi C-49, mais vous avez dit aussi que vous êtes un agriculteur de l'Île-du-Prince-Édouard et que ce projet de loi est extrêmement important. Vous savez que le Canada atlantique est exclu de certains éléments du projet de loi, comme l'interconnexion de longue distance, de sorte que les agriculteurs de cette région du pays ne peuvent recourir qu'à un seul transporteur. De plus, les agriculteurs demandent que l'Office des transports du Canada soit autorisé à agir de sa propre initiative, ce qui n'est pas prévu dans le projet de loi.

Jeff Nielsen, président des Producteurs de grains du Canada a dit: « Tout aurait pu être parfait. Tous les amendements apportés par le Sénat auraient beaucoup amélioré le projet de loi. »

Monsieur le ministre, pourquoi ne vous êtes-vous pas battu pour ces amendements essentiels que nos agriculteurs réclament? Pourquoi n'avez-vous pas cherché à inclure plus de responsabilités dans le projet de loi C-49 pour qu'en cas d'importants retards dans le transport du grain, l'Office des transports du Canada ait la possibilité de prendre des mesures contre les chemins de fer sans avoir à passer par le ministre?

● (1615)

L'hon. Lawrence MacAulay: John, je comprends bien la plus grande partie de ce que vous avez dit. Vous savez bien sûr que nous avons augmenté le financement de l'ACIA. J'ai dit très clairement…

M. John Barlow: Ce n'est pas ce que disent les documents d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

L'hon. Lawrence MacAulay: C'est moi qui ai la parole pour le moment, John. Quoi qu'il en soit, vous savez fort bien ce que nous avons fait et combien il est important pour l'ACIA de…

M. John Barlow: Je peux vous montrer tout de suite les documents si vous ne connaissez pas…

L'hon. Lawrence MacAulay: Il est aussi important, John, lorsqu'on met au point un projet de loi, de prévoir un système de transport adéquat dans le pays. Je crois que vous savez parfaitement bien ce qui s'est produit dans le cas du projet de loi C-49 et que vous êtes au courant de tous les investissements qui ont été faits.

Vous savez quelles difficultés nous avons eues au fil des ans lorsque votre gouvernement était au pouvoir et que le grain s'accumulait dans l'Ouest. Quand nous avons été élus…

M. John Barlow: Nous avions réagi beaucoup plus rapidement.

L'hon. Lawrence MacAulay: Nous avons dit que nous ferions…

M. John Barlow: Nous avons immédiatement adopté le projet de loi C-30 et accordé à l'Office le pouvoir d'agir de sa propre initiative.

L'hon. Lawrence MacAulay: J'ai été très poli pendant que vous aviez la parole, même si je n'étais pas d'accord sur tout ce que vous avez dit.

À titre de ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, je devais régler les problèmes qui se posaient dans le pays. Si vous examinez ce qui s'est passé, si vous pensez à tous les amendements et toutes les questions liées au projet de loi C-49 ainsi qu'à tout ce que nous avons fait pour améliorer la situation et assurer le transport du grain, vous serez d'accord, j'en suis sûr, que les pénalités réciproques sont d'une importance critique. Je n'avais jamais imaginé que cela pouvait se faire lorsque je n'étais pas ministre. C'est tellement important pour les agriculteurs, sans être injuste envers les chemins de fer. C'est équitable pour les deux parties.

Vous conviendrez, j'en suis sûr, qu'il était extrêmement important d'assujettir le soja au revenu admissible maximal, même si vous avez voté contre.

M. John Barlow: Monsieur le ministre, vous avez plus ou moins répondu à ma question.

L'hon. Lawrence MacAulay: De plus, nous avons veillé à mettre en place l'interconnexion de longue distance…

M. John Barlow: Monsieur le ministre, vous essayez simplement d'épuiser mon temps de parole.

L'hon. Lawrence MacAulay: … pour nous assurer d'avoir un…

M. John Barlow: Vous ne répondez pas à la question que je vous ai posée.

L'hon. Lawrence MacAulay: … système de transport adéquat, John.

M. John Barlow: Je voudrais passer à un autre sujet, s'il vous plaît.

L'hon. Lawrence MacAulay: C'est ce que nous devons avoir pour assurer le transport des produits.

M. John Barlow: Si vous ne pouvez pas répondre à la question, je vais passer à la suivante, si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

L'hon. Lawrence MacAulay: Vous savez ce qui est arrivé avant l'adoption du projet de loi C-49.

M. John Barlow: Je le sais fort bien.

L'hon. Lawrence MacAulay: Vous êtes au courant de tous les problèmes qu'il y avait.

M. John Barlow: Monsieur le ministre…

L'hon. Lawrence MacAulay: Nous avons fait adopter le projet de loi et, maintenant, nous avons une situation dans laquelle…

M. John Barlow: Monsieur le ministre, pouvez-vous répondre à ma question?

L'hon. Lawrence MacAulay: … nous pourrons à l'avenir expédier nos produits et veiller à ce que les exportations de grain…

M. John Barlow: Combien la taxe sur le carbone coûtera-t-elle aux agriculteurs canadiens? Pouvez-vous répondre à cette question, je vous prie?

L'hon. Lawrence MacAulay: … atteignent l'objectif visé, car, si nous n'avons pas le grain…

M. John Barlow: Monsieur le ministre, pouvez-vous nous dire combien la taxe sur le carbone coûtera aux agriculteurs canadiens? Avez-vous fait une analyse à ce sujet?

L'hon. Lawrence MacAulay: Je peux vous dire une chose, mon bon ami John. Les agriculteurs se sont fort bien occupés de leur terre. Ils prennent soin de notre environnement depuis des années et continueront à le faire. La tarification du carbone est une importante partie de l'équation. Vous savez très bien…

M. John Barlow: Pouvez-vous me dire combien cette taxe coûtera aux agriculteurs canadiens? Donnez-moi un chiffre. Avez-vous fait l'analyse nécessaire?

L'hon. Lawrence MacAulay: John, n'est-ce pas mon tour de parler?

M. John Barlow: Non, c'est mon tour.

L'hon. Lawrence MacAulay: Nous avons tenu des consultations pour nous assurer de prendre soin de l'environnement et d'augmenter notre productivité…

M. John Barlow: Est-ce que cela signifie « je ne sais pas »?

L'hon. Lawrence MacAulay: … et c'est exactement ce que nous avons fait.

Comme vous le savez très bien, une grande partie du pays est assujettie à une taxe sur le carbone. Les agriculteurs savent bien qu'à défaut de prendre soin de la terre et de l'eau, on ne peut pas produire une denrée agricole. C'est la raison pour laquelle nous avons mis en place notre programme pour être sûrs que…

M. John Barlow: Vous dites donc que vous n'avez fait aucune analyse du coût que doivent assumer les agriculteurs en raison de la taxe sur le carbone.

L'hon. Lawrence MacAulay: Vous savez très bien que le gouvernement provincial a la possibilité de rembourser…

M. John Barlow: Non, je parle de la taxe fédérale sur le carbone. Vous en assumez la responsabilité. Avez-vous fait une analyse? Oui ou non?

L'hon. Lawrence MacAulay: Nous avons veillé à prendre soin de l'environnement et à augmenter notre PIB, et cela…

M. John Barlow: Les agriculteurs veulent avoir une réponse.

L'hon. Lawrence MacAulay: Vous la connaissez, John.

M. John Barlow: Les agriculteurs veulent avoir une réponse ferme, monsieur le ministre, une réponse que vous ne leur donnez pas.

L'hon. Lawrence MacAulay: Les agriculteurs veulent…

M. John Barlow: Nous avons besoin ici de quelqu'un qui se batte pour nous.

L'hon. Lawrence MacAulay: Les agriculteurs ont obtenu la chose pour laquelle ils avaient voté: un bon gouvernement qui veille à ce que nous ayons…

M. John Barlow: Oui, nous avons voté, mais nous n'avons pas obtenu ce qui avait été promis.

L'hon. Lawrence MacAulay: ... un système de transport qui marche et qui nous aide aussi bien à prendre soin de notre environnement qu'à augmenter notre PIB. C'est exactement ce que nous faisons.

M. John Barlow: Pouvez-vous dire aux agriculteurs canadiens combien ils auront à payer pour la taxe sur le carbone?

L'hon. Lawrence MacAulay: Je me suis entretenu avec beaucoup d'agriculteurs canadiens, il y a seulement trois ou quatre jours. Ils étaient enchantés de ce que nous sommes en train de faire, même si vous avez voté contre le projet de loi...

● (1620)

M. John Barlow: Vous parlez des agriculteurs canadiens.

L'hon. Lawrence MacAulay: ... mais vous aurez à en répondre aux prochaines élections. Nous sommes convaincus que le projet de loi C-49 était essentiel pour le secteur agricole.

M. John Barlow: Nous parlons de la taxe sur le carbone.

L'hon. Lawrence MacAulay: Nous sommes également convaincus que...

M. John Barlow: Pouvez-vous me dire ce que la taxe sur le carbone coûtera aux agriculteurs canadiens?

L'hon. Lawrence MacAulay: ... le fait de prendre soin de la terre et de l'eau est d'une importance tout aussi vitale. Et c'est ce que nous avons fait.

Le président: Je vous remercie.

L'hon. Lawrence MacAulay: John, c'est un privilège pour moi.

Le président: Conversation fort intéressante. Malheureusement, nous devons passer à autre chose.

Monsieur Peschisolido, vous avez la parole pour six minutes.

M. Joe Peschisolido (Steveston—Richmond-Est, Lib.): Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, c'est toujours un plaisir de vous accueillir ici et de vous entendre donner des réponses aussi complètes que réfléchies.

Monsieur le ministre, vous vous souviendrez qu'il y a deux semaines, vous avez visité l'exploitation Hogler, dans Steveston—Richmond-Est. Vous aviez alors mentionné que vous avez récemment visité la Corée, le Japon et la Chine. Beaucoup de ces gens aimeraient beaucoup étendre leurs activités sur ces marchés.

Pouvez-vous les mettre au courant de ce que vous avez entendu au cours de vos voyages et leur donner des conseils sur la façon de conquérir ces marchés émergents?

L'hon. Lawrence MacAulay: Merci beaucoup, Joe.

Nous avons au Canada des agriculteurs et des exportateurs qui vendent à l'étranger les mêmes produits que vous et moi regardions au cours de notre visite à cette exploitation: des concombres, des betteraves, etc. Il y a aussi une demande pour ces produits. Il n'y a pas de doute que nos exportateurs se rendent bien compte qu'il existe un marché pour ces denrées.

Nous pouvons les produire tout aussi bien que le canola, le boeuf ou le porc. Cela fait chaud au coeur de le constater. L'ambassade a organisé une réception à laquelle ont assisté beaucoup d'importateurs chinois. Ils s'intéressaient aux petits produits verts tels que les concombres, les betteraves, etc. Lorsqu'on considère la population chinoise et l'expansion de la classe moyenne, on se rend compte que les gens ont assez d'argent pour acheter les produits que vous et moi consommons aux repas. Ils veulent avoir nos produits.

Bref, nos gens ont veillé à ce que les importateurs chinois comprennent que nous produisons des denrées de grande qualité, et cela s'est fait d'une façon vraiment remarquable. J'ai été très fier de le voir. Il est certain que nos producteurs vendront beaucoup de ces produits en Chine, mais j'insiste sur le fait qu'il est important d'aller sur place.

Ils étaient là et pouvaient montrer leurs produits et expliquer leurs méthodes de production. Ils se soucient aussi de l'environnement en Chine. Ils veulent que nous prenions soin de notre environnement, ce que nous sommes en train de faire. Ils souhaitent en outre avoir des produits de qualité, qui soient en même temps sûrs. Les producteurs ainsi que les exportateurs et importateurs qui étaient présents ont été impressionnés par ce qu'ils ont vu. Je suis heureux que vous ayez soulevé la question. Le moins que je puisse dire, c'est que cela a été intéressant.

M. Joe Peschisolido: Monsieur le ministre, M. Breton a parlé plus tôt du Programme d'investissement pour les fermes laitières. Il y a près d'un an, lors de votre visite à la ferme Savage à Richmond-Est, vous aviez rencontré quelqu'un qui avait réussi à obtenir du financement de ce programme pour innover et se lancer dans les produits biologiques.

Pouvez-vous nous parler de la façon dont ce programme a été utilisé, surtout en Colombie-Britannique?

L'hon. Lawrence MacAulay: Oui, et partout dans le pays. Vous avez mentionné les produits biologiques. Comme vous le savez, nous avons assuré le financement pour l'élaboration des normes correspondantes, ce qui est également important. Il faut bien se rendre compte quand on parle de lait biologique, que le marché est aussi en expansion. Ces gens doivent être à la fine pointe de la technologie à différents égards. Toutefois, nous importons autant de produits biologiques que nous en exportons. Nous devrions par conséquent augmenter notre production dans ce domaine. Je crois que le programme que nous avons établi... Il s'agit des programmes de 250 et 100 millions de dollars destinés à permettre aux agriculteurs d'innover. Avec cet argent, ils pourront se doter de robots pour traire les vaches et de dispositifs automatiques de nettoyage. Ils seront ainsi plus efficaces et plus à même de produire davantage.

Il est intéressant d'observer ces programmes... J'ai visité un certain nombre d'exploitations. Elles sont bien sûr automatisées. La vache entre là quand elle veut se faire traire et non quand le propriétaire décide de la traire. Tout cela augmente l'efficacité, la production et le revenu de l'agriculteur. C'est la raison d'être du programme, et nous voulons être sûrs que cela continuera.

Ce que vous dites de la Colombie-Britannique est vraiment formidable. Les agriculteurs de la province peuvent sûrement produire beaucoup de ces denrées vertes que vous avez mentionnées dans votre première question.

Les producteurs laitiers peuvent aussi être plus efficaces. Quant aux concombres et aux autres programmes que nous mettons en place, nous faisons constamment des efforts pour que les acheteurs des autres pays du monde connaissent nos produits, leur qualité et leur salubrité. Encore une fois, comme John l'a dit, les investissements que nous faisons à l'ACIA ont une importance vitale pour assurer la salubrité des produits, ce que nous devons faire pour pénétrer le marché chinois. Cette salubrité est absolument essentielle partout dans le monde.

● (1629)

M. Joe Peschisolido: Monsieur le ministre, comme vous le savez, le Comité a étudié le changement climatique et les moyens d'améliorer et de faire avancer l'agriculture, tant pour la consommation intérieure que pour l'exportation.

Pouvez-vous nous parler des investissements que le ministère fait pour affronter le changement climatique?

L'hon. Lawrence MacAulay: Comme vous le savez bien, nous avons déployé des efforts pour nous assurer de prendre soin à la fois de l'environnement et de l'économie. C'est la raison pour laquelle nous avons mis en place un certain nombre de programmes différents, comme la tarification du carbone, au sujet desquels nous avons tenu des consultations. Les gens comprennent bien que notre planète est le seul endroit où nous puissions vivre. Nous savons aussi qu'avant notre arrivée au pouvoir, il y a eu des réductions massives — des millions et des millions de dollars — dans la recherche scientifique sur le secteur agricole.

Comme vous le savez, nous avons rétabli un financement de 100 millions de dollars dans les sciences et la recherche, ce qui est d'une importance vitale. Sans ce genre de recherche, nous n'aurions jamais pu, par exemple, produire des semences de canola, ce qu'ont réalisé les scientifiques d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Il y a tant d'autres moyens d'améliorer notre environnement, d'augmenter notre productivité et d'éviter les pertes dans le secteur agricole. À elle seule, la gestion des terres peut occasionner d'importantes pertes. L'agriculture de précision est le système qui nous permet de faire toutes ces choses aussi précieuses qu'intéressantes et de réaliser un bénéfice.

Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Peschisolido et monsieur le ministre.

À vous, monsieur Dreeshen. Vous avez cinq minutes.

M. Earl Dreeshen (Red Deer—Mountain View, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président. Monsieur le ministre, nous sommes heureux de vous accueillir au Comité.

Je voudrais me reporter à la page 31 du plan ministériel 2018-2019 de l'ACIA. On y trouve les dépenses réelles de 2014-2015, dernière année du gouvernement conservateur. On y voit également les dépenses et les ETP prévus des trois années suivantes, qui relèvent du gouvernement libéral. Du côté dépenses de ces prévisions, on constate qu'une seule catégorie sur 20 est en hausse et que les 19 autres accusent une diminution des fonds affectés.

Au chapitre des équivalents temps plein, trois catégories sur 20 montrent une augmentation et les 17 autres, une diminution. Le 16 avril 2018, lorsque nous avons discuté des initiatives commerciales, j'avais dit que l'examen des budgets porte à croire qu'il y aura des réductions à l'ACIA dans les deux prochaines années. Nous avions d'habitude quelque 3 200 ETP. Dans les projections, ce chiffre se situe entre 2 600 et 2 800. Il est toujours question de main-d'oeuvre et de crédits, mais nous pouvons constater qu'il y a des baisses à l'ACIA. En réponse à une question à ce sujet, M. Fred Gorell avait dit:

> C'est une bonne question. Aux yeux de l'ACIA, il est important aussi de déterminer la façon dont nous priorisons et investissons. L'argent est temporisé, et il y a un va-et-vient des entrées. Pour l'instant, nous avons suffisamment d'actifs pour faire notre travail, et je crois que nous le faisons bien.

Pourtant — M. MacGregor y a fait allusion —, nous entendons des discussions sur la récupération des fonds retirés à l'ACIA. Vous et d'autres libéraux parlez constamment de récupération. Alors, voilà ce qu'il en est réellement. Vous pouvez voir là les chiffres réels. Je serai heureux d'en discuter avec les fonctionnaires parce qu'ils seront en mesure de nous donner plus de détails au cours de la prochaine heure.

L'autre point que je voulais aborder concerne la taxe sur le carbone. Ma question précise est la suivante: quelle réduction des émissions de gaz à effet de serre la taxe sur le carbone permettra-t-elle de réaliser dans le secteur agricole?

L'hon. Lawrence MacAulay: Merci beaucoup, Earl.

L'ACIA vous fournira…

M. Earl Dreeshen: Merci à vous.

L'hon. Lawrence MacAulay: … plus tard des réponses à vos questions détaillées.

Earl, comme vous le savez, nous avons parlé aux gens au cours de la dernière campagne électorale et leur avons dit clairement que nous avions l'intention d'imposer une taxe sur le carbone et, en même temps, de faire croître notre PIB. C'est exactement ce que nous faisons. L'année dernière, nous avions la plus forte croissance du G7. Vous devez veiller à éviter de créer un mythe au sujet de notre environnement. Nous devons avoir une place pour vivre. Nous devons être en mesure de développer notre production agricole…

● (1630)

M. Earl Dreeshen: Monsieur le ministre, à ce moment-là, la taxe sur le carbone n'avait pas été mise en oeuvre.

L'hon. Lawrence MacAulay: Nous n'y arriverons pas sans prendre soin de notre environnement. C'est exactement ce que nous avons dit aux gens. C'est exactement ce que nous faisons tout en favorisant la croissance.

M. Earl Dreeshen: S'il n'y a pas de chiffres, je peux le comprendre, puisque nous n'avons pas de données concrètes sur ce que la taxe sur le carbone coûtera.

Je vais passer à autre question ayant trait au commerce. Je faisais partie du comité du commerce qui s'est rendu dans le Sud-Est asiatique: Singapour, la Thaïlande et la Malaisie. Il y a eu des discussions sur ce qui se passait en Inde au cours de notre fameuse visite. Malheureusement, vous n'étiez pas présent. Si vous aviez été là, vous auriez peut-être pu parler du problème sérieux concernant nos légumineuses et de la question de la fumigation où l'échéance a été dépassée. Les gens pensaient à ce genre de questions et se demandaient où en était concrètement le gouvernement au chapitre du commerce et de l'agriculture.

Pensant à tout cela, je me demande si nous pouvons nous attendre à des efforts particuliers dans le dossier de l'Inde ainsi que dans l'autre dossier délicat concernant le blé dur à destination de l'Italie. Nous avons vu que les médias sociaux insistent sur la qualité de notre blé. Ces questions sont extrêmement importantes. Que fait votre ministère pour s'assurer que nous avons les moyens d'expédier nos produits à différents endroits du monde afin d'atteindre l'ambitieuse cible de 70 milliards que vous avez fixée?

L'hon. Lawrence MacAulay: Merci beaucoup, Earl. La cible est de 75 milliards, et nous l'atteindrons. Nous ferons ce qu'il faut pour cela.

Pour ce qui est de l'Italie, nous étions très inquiets au sujet de l'étiquetage obligatoire du pays d'origine, qui est vraiment très malheureux. John m'accompagnait au cours de l'une de ces visites et, comme il le sait sûrement, j'ai soulevé la question chaque fois que j'en ai eu l'occasion. Toutefois, le ministère continue à faire des démarches auprès du gouvernement italien et de l'Union européenne pour qu'ils se conforment aux règles commerciales convenues.

L'affaire de l'Inde est vraiment malheureuse. Les autorités indiennes ont unilatéralement décidé de prendre ces mesures à l'égard non seulement du Canada, mais de tous les pays du monde. C'était inattendu, mais, encore une fois, nous faisons des démarches auprès du gouvernement indien. Nous avons chez nous d'excellents agriculteurs qui peuvent livrer le produit. Même s'il est évident que l'Inde ne souhaite pas l'avoir pour le moment, nous étions très inquiets de la façon dont le gouvernement a imposé des droits de douane sans aucune discussion. Nous poursuivrons nos contacts avec le gouvernement indien et tous les autres gouvernements. C'est la raison pour laquelle nous sommes allés au Vietnam, en Chine et dans d'autres pays pour nous assurer de pouvoir vendre notre produit.

Il y aura toujours des difficultés. Il y aura toujours des gens qui voudront nous imposer des obstacles commerciaux. Nous devons continuer à travailler avec les bureaucrates pour surmonter ces problèmes qui nuisent à nos agriculteurs, j'en suis bien conscient. Nous devons continuellement veiller à être présents partout dans le monde et à faire en sorte que les pays susceptibles d'acheter nos produits en connaissent la qualité. C'est ce que nous avons fait et que nous continuerons à faire.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Malheureusement, c'est tout le temps que nous avons.

Je tiens à vous remercier d'être venu au Comité pour nous parler de toutes les améliorations et de tout ce que le Canada fait dans le pays et à l'étranger en faveur des agriculteurs. Merci beaucoup de votre temps.

Nous allons prendre une courte pause. Nous reviendrons ensuite discuter avec les fonctionnaires pendant la seconde partie de la réunion.

L'hon. Lawrence MacAulay: Merci beaucoup.

Le président: La séance est suspendue.

● _____ (Pause) _____ ●

● (1635)

Le président: Je vous souhaite la bienvenue.

[*Français*]

Dans cette deuxième heure, nous recevons des officiels du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Messieurs Corriveau et Forbes, ce ne sera pas tout à fait une heure, car nous devrons aller voter à 17 h 20.

Nous commençons par vous, monsieur Berthold. Vous avez six minutes.

M. Luc Berthold: Merci beaucoup, monsieur le président. Cela commencera de façon un peu plus calme.

Bonjour, messieurs Forbes et Corriveau. Merci beaucoup d'être avec nous.

Je vais continuer à parler du sujet que j'ai abordé avec le ministre.

J'aimerais obtenir un peu de détails sur ce qui se passe vraiment derrière le rideau relativement aux négociations de l'ALENA avec les Américains. Pour qu'on comprenne bien le rôle joué par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, jusqu'à quel point ce dernier est-il engagé dans les discussions actuelles avec les Américains en vue du renouvellement de l'ALENA?

[*Traduction*]

M. Chris Forbes (sous-ministre, ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Je vous remercie.

Je vais peut-être répondre brièvement à cette question. Agriculture et Agroalimentaire Canada a évidemment un négociateur agricole en chef qui participe à toutes les rondes de négociation tenues au niveau des fonctionnaires. Il y a eu sept rondes officielles jusqu'ici, sans compter les discussions parallèles. Nous y avons participé d'une manière très active.

Comme le ministre l'a dit, nous avons le mandat de moderniser l'ALENA. C'est dans cet esprit que nous participons. Nous faisions partie de l'équipe de négociation où nous étions, je crois, le seul ministère ayant son propre négociateur en chef chargé des questions agricoles.

● (1640)

[*Français*]

M. Luc Berthold: Je comprends de votre réponse qu'en tant qu'officiels, vous êtes directement impliqués dans les négociations.

M. Chris Forbes: Oui, c'est cela.

M. Luc Berthold: D'accord.

On sait que le dossier relatif au Guide alimentaire canadien relève de Santé Canada et qu'il touche plusieurs ministères. Il a beaucoup d'incidence du côté du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, qui a fait une étude sur la politique alimentaire et qui donne des orientations au ministère de la Santé en la matière.

Pourriez-vous démêler un peu, à l'intention des Canadiens, la question de l'influence que le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire peut avoir dans le processus actuel? Les producteurs et les transformateurs sont inquiets. Ces gens relèvent directement de votre ministère et s'attendent à ce que ce dernier voie à la défense de cette industrie très importante, compte tenu de l'objectif que s'est fixé le gouvernement d'augmenter les exportations. Ils sont donc très inquiets des effets que cela peut avoir sur le marché dans lequel ils évoluent.

M. Chris Forbes: Je vais aborder deux ou trois points.

Premièrement, nous disposons de moyens pour discuter directement avec les gens du secteur. C'est notamment le cas des tables rondes, qui sont au nombre de 13, je crois. L'une d'entre elles traite des enjeux liés au secteur du grain et une autre aborde les enjeux du secteur du poulet. Nous recourons à ces tables rondes pour parler des priorités et des enjeux qui touchent notre secteur. Notre rôle, dans le cadre des tables rondes et en collaboration avec nos collègues du gouvernement — du ministère de la Santé, dans ce cas-ci —, est vraiment de nous assurer que tout le monde connaît les faits importants et les détails. Nous créons des occasions permettant des interactions entre nos collègues du ministère de la Santé et les intervenants de notre secteur.

M. Luc Berthold: Vous avez sans doute entendu dire que les gens de l'industrie, les producteurs, se plaignaient de ne pas avoir été suffisamment écoutés dans ce dossier. Il semble que leurs études n'aient pas été prises en compte de la bonne façon.

Êtes-vous en mesure de me dire ce qui cause cette perception?

M. Chris Forbes: Je ne répondrai peut-être pas directement, mais quant à moi, j'espère que les membres du secteur, si vous leur posiez la question, vous répéteraient ce qu'ils me disent, à savoir que nos efforts ont permis d'améliorer la communication entre eux et le ministère de la Santé, dans ce cas-ci. Nous avons bon espoir que l'information importante est communiquée par le ministère de la Santé.

Je n'ai pas la liste sous la main, mais au cours de l'automne, il y a eu plusieurs séances d'information au cours desquelles les gens du ministère de la Santé et des représentants de l'industrie ont interagi. Je ne peux pas vous assurer que tout est parfait, mais je peux vous dire que nous avons amélioré la communication entre le secteur et le ministère de la Santé.

M. Luc Berthold: Je vais poser ma dernière question assez rapidement, étant donné qu'il me reste seulement une minute.

Concernant l'étiquetage sur le devant des emballages, le ministre nous a dit tout à l'heure que la décision allait être prise au Cabinet.

Le cas échéant, Agriculture et Agroalimentaire Canada va-t-il avoir une recommandation à transmettre au Cabinet?

M. Chris Forbes: Le ministère de la Santé a mené une consultation. Je crois que c'était à la fin du mois d'avril dernier et que la plupart des membres de notre industrie qui participaient à cette consultation ont exprimé leur point de vue sur les propos du gouvernement. Je ne suis pas membre du Cabinet, mais nous donnons des conseils au ministre, qui peut les transmettre à ses collègues du Cabinet.

● (1645)

M. Luc Berthold: Vous allez donc préparer le ministre sur ces questions en vue de sa rencontre avec le Cabinet. Est-ce bien cela?

M. Chris Forbes: Oui, c'est la procédure normale. C'est ce qui se fait dans le cas de toutes les questions présentées au Cabinet.

M. Luc Berthold: Merci.

Le président: Je vous remercie, monsieur Berthold, et je remercie également M. Forbes.

[*Traduction*]

À vous, monsieur Longfield. Vous avez six minutes.

M. Lloyd Longfield: Merci, monsieur le président.

Messieurs Corriveau et Forbes, nous sommes très heureux de vous accueillir à nouveau au Comité.

Dans le Budget principal des dépenses, 3 214 000 $ sont prévus pour la Stratégie emploi jeunesse, sous la rubrique Objectif Carrière. À Guelph, les écoles secondaires ont des programmes de Majeure haute spécialisation. Nous avons aussi l'Ontario Agricultural College, qui a de la difficulté à trouver des candidats pour occuper les emplois vacants. Depuis des années, nous avons plus d'emplois disponibles qu'il n'y a de diplômés.

Nous cherchons à encourager les jeunes à choisir une carrière en agriculture, et le Budget principal des dépenses montre que le gouvernement fait des investissements pour développer les programmes destinés à attirer les jeunes dans ce secteur. Pouvez-vous nous parler de la façon dont ces deux éléments se conjuguent?

M. Chris Forbes: Sûrement. Je vais tout de suite aborder cette question.

Il y a quelques aspects à considérer. Les crédits attribués au programme Objectif Carrière doivent évidemment servir à permettre à des étudiants d'acquérir de l'expérience dans les domaines qui les intéressent. Je crois qu'il y a de bonnes chances d'attirer des gens dans le secteur. C'est un grand programme qui englobe différents organismes de l'administration fédérale.

Je dirais que c'est un élément parmi d'autres qui interviennent à différents endroits. Il y a des possibilités d'alternance travail-études dans les universités. Nous avons aussi des organisations comme les cercles 4-H qui font la promotion du secteur et essaient de susciter l'intérêt des gens. Je note en outre qu'il y a deux ou trois semaines, un concours national en sciences a été organisé à l'intention des étudiants et qu'un certain nombre d'étudiants 4-H se sont classés parmi les premiers, mettant donc en évidence le secteur agricole. Il y a toute une gamme d'occasions.

Je dirai aussi que le ministère engage beaucoup d'étudiants. Il y a quelques étés, nous avions plus d'un millier d'étudiants dans nos centres de recherche. Nous pouvons faire la promotion du secteur à différents endroits, afin d'y attirer des gens désireux d'entreprendre une carrière intéressante.

M. Lloyd Longfield: Nous avons la chance, à Guelph, d'avoir tant Agriculture et Agroalimentaire Canada que le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario ainsi que le programme de bourses destinées à former du personnel hautement qualifié. À cet égard, nous sommes avantagés par rapport à beaucoup d'autres collectivités.

Nous avons cependant ce problème permanent que nous essayons de régler grâce à l'immigration et à d'autres mesures. Toutefois, à moins de susciter l'intérêt des jeunes, nous risquons d'avoir beaucoup de difficultés à l'avenir.

M. Chris Forbes: Le ministre a mentionné que le gouvernement a établi six tables de stratégie économique, dont l'une s'occupe du domaine agroalimentaire. J'appuie évidemment cette initiative.

Je dirais que l'un des problèmes qui s'est posé est directement lié à cette question. Comment attirer des étudiants en agriculture? Que pouvons-nous faire pour que des jeunes talentueux envisagent une carrière dans ce secteur?

M. Lloyd Longfield: C'est très bien. Je vous remercie.

Le budget de cette année prévoit 200 000 $ pour le programme Solutions innovatrices Canada. L'expression « solutions innovatrices » peut vouloir dire différentes choses. Je m'interroge sur ce que ces solutions ont de particulier. En quoi se distinguent-elles de ce que fait Innovation, Sciences et Développement économique Canada?

M. Pierre Corriveau (sous-ministre adjoint, Direction générale de la gestion intégrée, ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Il s'agit surtout de notre Direction générale des sciences. Sous son égide, nous avons une grappe scientifique qui s'occupe d'un certain nombre de domaines allant du boeuf au canola. C'est un partenariat entre le secteur privé et parfois les universités et nos propres capacités internes de recherche. L'objectif est de créer un esprit de corps en établissant un partenariat entre le secteur privé, le ministère et les universités.

M. Lloyd Longfield: Les fonds proviennent-ils d'associations ou d'entreprises?

M. Pierre Corriveau: Certains fonds peuvent provenir d'associations. L'objectif est essentiellement de créer un partenariat entre les trois niveaux.

M. Lloyd Longfield: Lorsque notre Comité s'est rendu à Guelph il y a quelques semaines, nous sommes allés chez Cargill. On nous a montré des opérations de boucherie à forte intensité de main-d'oeuvre ainsi que les difficultés qu'elles occasionnent.

La société cherche des solutions innovatrices, mais il serait difficile de confier le découpage des carcasses à des robots. Est-ce que la recherche de moyens scientifiques de régler les problèmes de Cargill fait partie de cette initiative?

M. Pierre Corriveau: C'est une possibilité. Nous avons des centres de recherche à Saint-Hyacinthe et à Guelph qui travaillent pour l'industrie alimentaire.

M. Lloyd Longfield: La section des faits saillants du Budget principal des dépenses mentionne six grandes priorités, dont la confiance du public. Lorsque nous avons mené notre étude, il y a quelques années, nous avions examiné le cadre stratégique et nous nous étions constamment arrêtés sur cette question de la confiance du public: comment établir la confiance entre l'urbain et le rural, comment susciter la confiance des gens qui rejettent ce que produit l'industrie… Nous avons eu une discussion assez animée au cours de la dernière réunion au sujet de l'étiquetage sur le devant de l'emballage.

Que prévoit le budget des dépenses pour affronter le problème de la confiance du public?

● (1650)

M. Chris Forbes: Nous avons le programme de la première année du Partenariat canadien pour l'agriculture. Comme vous l'avez mentionné, la confiance du public est une question clé pour le secteur tant en ce qui concerne certains programmes fédéraux, comme Agri-assurance par exemple, qu'en ce qui a trait à des programmes à frais partagés que mettent en oeuvre les provinces et les territoires.

Nous examinons bien sûr les projets réalisés par l'industrie pour aider tous les Canadiens à comprendre les questions de salubrité, de qualité, etc. touchant les aliments qu'ils consomment.

M. Lloyd Longfield: Personnellement, j'apprécie beaucoup ce que vous faites. Les études que nous menons au Comité se basent en fait sur des rubriques budgétaires. Il est encourageant pour nous de constater que notre travail a une certaine utilité. Je vous remercie de votre contribution d'aujourd'hui.

Le président: Merci, monsieur Longfield et monsieur Corriveau.

Monsieur MacGregor, vous avez six minutes.

M. Alistair MacGregor: Merci beaucoup, monsieur le président.

À la page 12 du plan ministériel, vers la fin de l'avant-dernier paragraphe, on trouve ce qui suit:

> … Agriculture et Agroalimentaire Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments ont mis sur pied, en janvier 2018, une direction générale commune qui se concentre sur l'accès aux marchés internationaux et les problèmes de réglementation en matière de commerce afin d'offrir un soutien mieux coordonné à l'industrie pour faire progresser notre stratégie sur le commerce international.

C'est une question que j'ai abordée avec le ministre. Je sais que libéraux et conservateurs ne s'entendent pas sur la façon dont le budget de l'ACIA a été utilisé ou sur les montants en cause au cours des dernières années. Pouvez-vous nous donner plus de détails sur cette initiative commune? C'est en effet un sujet qui est souvent revenu sur le tapis au cours de notre tournée au Canada.

M. Chris Forbes: Je serai heureux de le faire.

En ce qui concerne l'Agence canadienne d'inspection des aliments, nous avons convenu qu'il serait plus avantageux — même si, en un certain sens, cela a l'air un peu simpliste — d'avoir un seul sous-ministre adjoint chargé de la plupart de nos activités liées à l'accès aux marchés internationaux. Comme le ministre l'a dit, l'ACIA joue un rôle important à titre d'organisme responsable des contacts avec certains de nos partenaires commerciaux, en les rassurant sur la nature de notre système. Du côté d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, nous travaillons évidemment beaucoup avec les intervenants et nous occupons de la promotion et du développement des marchés. Encore une fois, même si cela peut paraître simpliste, nous avons réuni les deux groupes sous la direction d'un seul sous-ministre adjoint, ce qui nous permet de faire un meilleur travail grâce à un alignement plus précis de nos priorités et, nous l'espérons, grâce à une plus grande efficacité dans nos contacts avec les marchés internationaux.

M. Alistair MacGregor: Du point de vue pratique, comment cette initiative se répercutera-t-elle sur nos effectifs à l'étranger? Y a-t-il des pays que vous comptez cibler en particulier? Comment envisagez-vous de mettre en oeuvre cette initiative?

M. Chris Forbes: D'une certaine façon, la mise en oeuvre est déjà faite. La plus grande part concerne notre présence ici même, à Ottawa. Cette partie est déjà réalisée.

À l'étranger, nous avons généralement tendance à affecter les gens pour des périodes de trois ou quatre ans. À mesure que le personnel est renouvelé, nous veillerons à placer petit à petit les éléments qu'il faut aux bons endroits, de façon à éviter le double emploi entre l'ACIA et Agriculture et Agroalimentaire Canada. Il n'y aura pas de changements au niveau des ressources. Nous essayons d'être plus efficaces en travaillant ensemble, de façon à pouvoir en faire davantage avec les mêmes ressources.

M. Alistair MacGregor: D'accord. Je vous remercie.

Je voudrais maintenant passer au secteur des produits biologiques. Vers la fin de notre tournée, nous avons visité la ferme expérimentale de l'Université de la Colombie-Britannique, où se font actuellement des choses vraiment incroyables. Les responsables ont beaucoup insisté sur le fait qu'ils espèrent que tous les secteurs de l'agriculture, et pas seulement le secteur des produits biologiques, profiteront de leur travail.

Nous avons également entendu des témoins représentant l'Alliance pour le commerce des produits biologiques et Cultivons biologique Canada, qui nous ont dit que leur part des fonds consacrés à la recherche n'a pas suivi le rythme de croissance de leur secteur. Je me demande si, pour l'avenir, votre ministère envisage de remédier à cette lacune.

● (1655)

M. Chris Forbes: Je n'ai pas de chiffres sous la main, mais je dirais que je ne suis pas sûr que… Je ne dispose pas tout de suite de données me permettant de confirmer ou d'infirmer ces propos. Nous consacrerons… Le ministre a bien sûr mentionné le soutien que nous accordons au niveau des normes et de leur actualisation.

Sur le plan de la recherche, nous avons des gens qui consacrent tout leur temps à l'étude des systèmes de production biologique. En faisons-nous assez? C'est toujours une question d'équilibre qui dépend des priorités du secteur. Comme le ministre l'a dit, nous avons maintenant le Partenariat canadien pour l'agriculture, qui relève du programme Agri-science et dans le cadre duquel nous aurons de nouvelles grappes de recherche. Certaines d'entre elles profiteront certainement au secteur des produits biologiques.

M. Alistair MacGregor: Je vous remercie.

Le Budget principal des dépenses 2018-2019 parle d'une augmentation du financement de certaines initiatives de gestion des risques de l'entreprise. Je voudrais simplement situer ce fait dans le contexte des difficultés de transport qu'ont connues nos producteurs de grains. Avez-vous constaté une importante hausse de la demande? Notre ensemble actuel de programmes est-il suffisant? Répondons-nous à la demande après la crise qui vient de se produire?

Je sais que le projet de loi C-49 vient d'être adopté, mais je veux être sûr que nous accordons l'aide nécessaire à nos producteurs. Nous avons entendu beaucoup de témoignages poignants sur les difficultés qu'ils connaissent.

M. Chris Forbes: Je voudrais aborder quelques points importants. À court terme, nous pouvons savoir si nous répondons à la demande des producteurs en examinant des initiatives telles que le Programme de paiements anticipés ainsi que les activités de Financement agricole Canada. Y a-t-il eu une forte hausse de la demande? Je dirais que nous nous sommes débrouillés. Nous n'avons pas été témoins de changements majeurs de la demande. Je ne dispose pas de renseignements détaillés sur Financement agricole Canada, mais je crois savoir que l'organisme n'a pas eu à affronter de grands changements. Cela nous porte à croire que ce programme peut encore répondre à la demande si les producteurs en ont besoin.

La seconde partie est partagée au niveau de la gestion des risques de l'entreprise et du Budget principal des dépenses. Il s'agit là de projections que nous faisons pour donner aux gens une idée de la situation. Les coûts dépendent de la demande. Bien sûr, si la situation est différente — meilleure ou pire —, les coûts du programme de gestion des risques de l'entreprise peuvent augmenter ou baisser. Les projections sont fondées sur notre évaluation de la situation future du secteur.

Je sais qu'il ne reste plus beaucoup de temps, mais je tiens à dire que nous aurons probablement une année record au chapitre du revenu net. Nous croyons que l'année prochaine ou l'année en cours se classera deuxième parmi les plus élevées. C'est surtout le résultat d'une légère baisse du revenu net. Le programme permet d'affronter la situation.

Le président: Merci, monsieur Forbes et monsieur MacGregor.

[*Français*]

Monsieur Poissant, vous avez maintenant la parole.

M. Jean-Claude Poissant (La Prairie, Lib.): Merci, messieurs Corriveau et Forbes.

Dans le dernier budget, un montant de 4,5 millions de dollars est prévu pour les contributions à l'appui du programme des technologies propres en agriculture.

Quel type de technologies ou de projets vous sont-ils présentés à cet égard?

M. Chris Forbes: Je vais répondre à votre question en anglais, si cela vous convient.

[*Traduction*]

En ce qui concerne le programme des technologies propres en agriculture, je crois que les 4,5 millions de dollars représentent la première étape du programme de 25 millions. Le Budget principal des dépenses prévoit 4,5 millions de dollars, mais le programme totalisera 25 millions sur cinq ans. Nous nous attendons à ce qu'il porte, d'une part, sur l'agriculture de précision et, de l'autre… J'ai oublié le second domaine. Je m'en souviendrai dans un instant.

M. Pierre Corriveau: Je peux vous donner tout de suite plus de détails. Nous n'avons encore reçu aucune demande, mais nous pensons en recevoir des provinces pendant l'été. Les demandes seront évaluées. Nous savons que le programme a été lancé, et nous attendons des manifestations d'intérêt de la part des différentes provinces. Nous savons que certaines comptent déjà présenter différents projets.

M. Chris Forbes: Le second domaine concerne les nouvelles technologies, et notamment les technologies propres, en sus de l'agriculture de précision. Nous agirons en partenariat avec les provinces et les territoires qui devront avancer au moins 50 % des fonds. Nous profiterons donc de la contribution provinciale-territoriale. Je m'excuse d'avoir tardé à répondre.

[*Français*]

M. Jean-Claude Poissant: Merci.

Dans les entreprises de transformation et les fermes, la main-d'oeuvre fait toujours l'objet de discussions. D'ailleurs, il y a un manque de main-d'oeuvre à tous les égards.

Y a-t-il des discussions à ce sujet dans les autres ministères concernés, soit au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et à Emploi et Développement social Canada, par exemple?

● (1700)

M. Chris Forbes: Oui, certainement. Nous communiquons régulièrement avec eux. Cela rejoint un peu la réponse faite au sujet de la Stratégie en matière de saine alimentation. Effectivement, nous nous assurons que nos collègues obtiennent de bonnes informations concernant la situation actuelle dans les fermes et les usines, afin qu'ils comprennent la situation de nos intervenants.

De plus, nous nous assurons que nos intervenants sont au courant des priorités et des révisions qui ont cours. Nous communiquons régulièrement les uns avec les autres pour nous assurer que le système fonctionne bien.

M. Jean-Claude Poissant: Pour vous assurer qu'il y a une amélioration, c'est cela?

M. Chris Forbes: Oui.

M. Jean-Claude Poissant: Comme vous le savez, la relève est très importante, que ce soit dans les fermes ou dans les entreprises de transformation.

Quels sont vos liens avec les établissements d'enseignement en agriculture? Est-ce que vous communiquez avec ces derniers? Cherchez-vous à obtenir des commentaires des étudiants sur la façon dont ils entrevoient l'avenir de l'agriculture?

M. Chris Forbes: Oui.

La semaine passée, mes collègues les sous-ministres provinciaux et moi avons rencontré des membres des universités afin que ces derniers nous présentent leurs priorités. Nous avons eu une excellente discussion.

Le sous-ministre adjoint responsable de la science et de la technologie rencontre régulièrement les représentants des universités pour discuter de nos besoins, de nos priorités en matière de recherche, de leurs étudiants et de la façon dont nous pouvons nous aligner davantage sur leur réalité. Nous faisons aussi beaucoup de recherches en collaboration avec nos universités. Comme nous le disions plus tôt, nous embauchons environ 1 000 étudiants par année, voire davantage. Je peux dire que, de ce point de vue, nos liens sont forts.

M. Jean-Claude Poissant: Me reste-t-il du temps de parole, monsieur le président?

Le président: Il vous reste presque deux minutes.

M. Jean-Claude Poissant: Vous savez que nous allons entamer une étude sur la santé mentale chez les producteurs. Ce problème ne date pas d'aujourd'hui, mais de plusieurs années. Il remonte même à plus de dix ans.

Sommes-nous les premiers à nous pencher sur cette question ou est-ce qu'on en a déjà parlé par le passé?

M. Chris Forbes: Personnellement, je n'ai pas vu d'études au Canada concernant la situation dans les fermes. Je sais cependant que la fonction publique s'occupe beaucoup de cette question.

Mon collègue peut peut-être vous en dire davantage à ce sujet.

M. Pierre Corriveau: Non, pas à connaissance.

M. Jean-Claude Poissant: Selon les annales, le Sénat s'était penché sur cette question en 1993. Dans le domaine agricole, avez-vous eu connaissance de cela ou auriez-vous été interrogés là-dessus?

M. Chris Forbes: De mon côté, je ne vois pas. Par contre, M. Forbes a travaillé au ministère quelques années de plus que moi. Nous pourrons vérifier si nous avons de l'information à ce sujet et, le cas échéant, vous la faire parvenir.

M. Jean-Claude Poissant: Nous avons parlé plus tôt de la confiance du public. Nous savons à quel point cela peut être important.

Existe-t-il des programmes de financement ou y a-t-il des provinces auxquelles un organisme peut s'adresser pour faire une demande de financement afin de promouvoir l'agriculture, les modes de production, les mesures de protection de l'environnement eu égard à la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale?

M. Chris Forbes: Il y en a certainement au niveau provincial. Cela fait partie du Partenariat canadien pour l'agriculture. Des programmes existent probablement dans presque toutes les provinces. Au niveau fédéral, il y a le programme Agri-assurance.

M. Jean-Claude Poissant: Merci.

Le président: Merci, monsieur Forbes.

Merci, monsieur Poissant.

Monsieur Breton, vous avez la parole pour six minutes.

M. Pierre Breton: Merci, monsieur le président.

Je vous remercie, messieurs Forbes et Corriveau, d'être parmi nous aujourd'hui et d'accomplir de l'excellent travail.

Ma première question concerne le nouveau programme Agri-diversité. Ce programme, qui figure dans le nouveau Plan ministériel de 2018-2019, a pour objectif de renforcer le secteur agricole et agroalimentaire en appuyant la capacité entrepreneuriale des groupes sous-représentés tels que les Autochtones, les jeunes, les femmes et aussi les personnes handicapées, je crois.

Pouvez-vous nous dire où nous en sommes à cet égard?

Avez-vous reçu des demandes?

Vous a-t-on présenté des projets?

De quel budget ce programme dispose-t-il?

Nous avons dit tout à l'heure qu'il était difficile d'attirer de la main-d'oeuvre, entre autres dans le secteur agricole et agroalimentaire. Ce programme pourrait être une façon positive d'améliorer la situation de certaines personnes qui pourraient participer à la croissance économique dans le secteur agricole. C'est un nouveau programme. Il vaudrait sans doute la peine que vous nous donniez un peu plus de détails à ce sujet.

● (1705)

M. Chris Forbes: Il y a trois points à soulever. Comme c'est un nouveau programme, la phase actuelle consiste surtout à le faire connaître dans le secteur. Il a été lancé au début d'avril, mais cela demeure tout nouveau. Je ne connais pas le nombre de demandes reçues, mais nous pourrons le vérifier. Cela étant dit, je crois qu'il est un peu tôt pour juger du nombre de demandes. Le but du programme est vraiment d'augmenter les possibilités de ceux qui aimeraient travailler dans le secteur, par exemple leur capacité entrepreneuriale. Nous travaillons avec les groupes sous-représentés pour nous assurer d'obtenir de ceux-ci de bonnes suggestions relativement au programme.

M. Pierre Breton: Est-ce que de la promotion a été faite?

Oh, excusez-moi, monsieur Corriveau, je vous redonne la parole.

M. Pierre Corriveau: C'est la première fois que le programme figure au Budget principal des dépenses. Pour les cinq prochaines années, le programme recevra des contributions de 5 millions de dollars, soit 1 million de dollars par année. Le programme a été lancé et annoncé à la fin de l'hiver. Par contre, je ne pourrais pas vous dire combien de demandes ont été présentées.

Il y a eu de la publicité pour tous les programmes fédéraux qui ont été lancés avant le 31 mars dernier. Nous voulions nous assurer, pour la première fois, dans le cadre de notre nouveau cadre stratégique, qu'il y ait vraiment une transition, à savoir que l'ensemble de nos programmes se poursuivaient et que les nouveaux programmes étaient annoncés à l'avance.

M. Pierre Breton: Auprès de qui le ministère a-t-il fait de la promotion?

Est-ce auprès des groupes sous-représentés, des producteurs, des syndicats?

Le savez-vous?

M. Chris Forbes: Nous avons fait de la publicité auprès de tous, ou à peu près, parce que dans le cadre du lancement du Partenariat ayant eu lieu le le 1er avril, nous avons beaucoup discuté avec des groupes de producteurs, entre autres. Nous avions aussi pris des engagements. En effet, jusqu'à l'année dernière, nous avons été occupés à préparer le Partenariat. À cette occasion, nous avons beaucoup consulté les groupes sous-représentés, notamment des jeunes, des femmes et des Autochtones. Nous tenons au courant les gens qui ont participé à ces engagements et nous nous assurons qu'ils sont au courant du programme, des règles, et ainsi de suite.

M. Pierre Breton: De façon très pragmatique, est-ce que ce sont les producteurs agricoles qui doivent déposer des demandes ou des projets? S'agit-il plutôt des groupes sous-représentés?

M. Chris Forbes: Ce sont les groupes sous-représentés qui doivent le faire.

M. Pierre Breton: D'accord. Ce sont donc des groupes de jeunes ou des groupes de femmes, par exemple.

M. Chris Forbes: Ce ne sont pas des individus qui font des demandes, mais des organisations. Je ne peux pas dire qu'un groupe de producteurs ne serait pas admissible à cela. Le but est d'augmenter la capacité dans le secteur. Les producteurs agricoles et les groupes sous-représentés pourraient déposer des demandes, mais le plus souvent, ce serait les groupes sous-représentés qui le feraient.

M. Pierre Breton: Quoi qu'il en soit, compte tenu du problème de manque de main-d'oeuvre, cela représente une belle occasion de faire la promotion du programme Agri-diversité auprès de ces groupes, ce que vous avez peut-être fait.

J'ai demandé à certains producteurs agricoles de chez nous s'ils étaient au courant de ce programme, et ils m'ont répondu que non. Remarquez qu'ils n'ont pas toujours le temps de s'informer; c'est une responsabilité partagée. Ils ont vu dans ce programme une possibilité d'obtenir du financement. Il demeure que ces gens n'ont pas toujours de l'expérience. Il faut leur donner de la formation et les informer. Qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, cela prend beaucoup de temps à les intégrer dans leur entreprise.

Combien de temps me reste-t-il, monsieur le président?

● (1710)

Le président: Il vous reste 15 minutes.

M. Pierre Breton: Quinze minutes! Alors, je continue. Ha, ha!

Le président: Je voulais dire « 15 secondes ». Il vous en reste 10 maintenant.

M. Pierre Breton: Merci de cette possibilité!

Le président: Je m'excuse, c'est de ma faute.

Voulez-vous ajouter quelque chose, monsieur Forbes?

M. Chris Forbes: Oui. Concernant la promotion du programme, je souligne que le ministère a des bureaux partout au pays. Si jamais vous rencontrez un groupe de producteurs qui n'est pas au courant de nos programmes, le ministère a des bureaux dans chaque province, où des experts peuvent donner des explications sur ces programmes.

M. Pierre Breton: Je vais assurément diriger les gens vers ces bureaux.

Merci.

Le président: Merci, messieurs Forbes et Breton.

[*Traduction*]

À vous, monsieur Barlow. Vous avez six minutes.

M. John Barlow: Merci beaucoup, monsieur le président.

Encore une fois, je voudrais remercier les fonctionnaires de leur présence au Comité. Ils ont bien répondu aux diverses questions qui leur ont été posées.

Je voudrais revenir à ce que j'ai demandé au ministre au sujet de la taxe sur le carbone et de ses incidences sur les exploitations agricoles canadiennes. Nous savons qu'un recensement de l'agriculture a été réalisé en 2016. Je crois que vous avez obtenu certains chiffres sur les incidences moyennes, qui permettent de croire que la taxe aura des effets disproportionnés sur les exploitations de l'Ouest canadien, par rapport à celles de l'Est.

Ces données ont été combinées à des renseignements remontant à 2015-2016. Y aura-t-il des travaux complémentaires à ce sujet et comptez-vous déposer les données actualisées qui en découleront? L'analyse faite se basait sur 25 $ la tonne, chiffre qui pourrait augmenter.

M. Chris Forbes: Je vous dirai simplement que, oui, nous avons fait un travail complémentaire dont nous pouvons vous faire part. Je crois que la première analyse que vous avez mentionnée, monsieur Barlow, était antérieure à la mise en place d'un filet de sécurité et se fondait, comme vous l'avez dit, sur 25 $ la tonne, c'est-à-dire sur un niveau relativement élevé. Depuis, nous avons repris l'analyse d'une manière plus précise. Je ne l'ai pas actuellement sous la main.

D'un point de vue strictement analytique, la seule réserve est que le travail est partiel parce que nous ne disposons pas des données provinciales. Le ministre a parlé des provinces et de leur conception de la taxe ou de la tarification du carbone, mais il faut aussi penser à ce qu'elles font du revenu ainsi engendré et de leur façon de le réinvestir dans l'économie provinciale.

M. John Barlow: Je vous serais reconnaissant de déposer ces renseignements. Ce serait vraiment très utile.

Est-ce qu'on a travaillé sur l'analyse actualisée que vous avez mentionnée, monsieur Forbes? Les intervenants nous ont bien sûr beaucoup parlé de ce que font les agriculteurs, les éleveurs et les producteurs agricoles depuis des années pour séquestrer le carbone dans leurs activités courantes. A-t-on tenu compte, dans l'autre terme de l'équation, de la séquestration du carbone que réalise le secteur agricole?

M. Chris Forbes: Nous l'avons fait dans une certaine mesure parce que certaines administrations, comme vous le savez probablement, ont des programmes de compensation en fixation de carbone qui accordent des crédits au secteur en fonction des mesures qu'il prend. Je pense en particulier à l'Alberta. Les autres administrations ne sont pas aussi avancées à cet égard.

Nous le faisons donc partiellement. Encore une fois, je ne suis pas sûr qu'il soit possible de tenir pleinement compte de ce facteur parce qu'il peut être très difficile de modéliser certains des éléments en cause.

M. John Barlow: Je sais qu'il peut être difficile pour vous de répondre, mais il y a une autre question que beaucoup de nos électeurs se posent au sujet du PTPGP. Je sais que le traité lui-même a été déposé la semaine dernière. Avez-vous une idée du moment où sera déposé le projet de loi correspondant? Nous espérons vraiment que ce sera avant la fin de la session. Tout le monde ici souhaite que le Canada soit l'un des six premiers pays à ratifier l'entente afin de tirer le meilleur parti possible de l'accès à ces nouveaux marchés.

M. Chris Forbes: Le PTPGP ne relève ni de mon ministre ni de mon ministère. Je n'ai donc rien à dire au sujet de la date de dépôt du projet de loi. Nous sommes évidemment au courant du message que vous cherchez à transmettre. Je crois que le secteur a très clairement exprimé son avis sur la question. Les intervenants avec qui je m'entretiens croient qu'il est très important de compter parmi les premiers signataires pour accéder le plus tôt possible aux avantages. Le message nous a été clairement transmis, et nous l'avons certainement communiqué à nos collègues.

● (1715)

M. John Barlow: Lorsque nous étions au pouvoir, nous avions prévu une série de mesures d'indemnisation liées à l'AECG et au PTP. Nous n'avons rien vu de semblable dans le cadre de cet accord. Verrons-nous bientôt un programme d'indemnisation? Y a-t-il aussi des négociations avec le secteur de la gestion de l'offre?

M. Chris Forbes: Nous avons certainement des discussions avec le secteur. Le ministre et, je crois, le secrétaire parlementaire se sont entretenus avec différents intervenants depuis la signature de l'accord en mars. De concert avec les différents groupes soumis à la gestion de l'offre, nous essayons de mieux comprendre les effets, les perspectives et les défis que nous réserve l'avenir. Nous essayons de cerner d'une façon plus précise leur vision future du secteur afin de faire en sorte que le gouvernement contribue positivement à la situation.

M. John Barlow: Monsieur Forbes, je n'essaie pas de vous faire dire des choses, mais le traité vient d'être déposé et le projet de loi suivra dans les deux prochaines semaines, nous l'espérons. Pourtant, le gouvernement n'a pas présenté un programme d'indemnisation du secteur soumis à la gestion de l'offre.

M. Chris Forbes: Vous ne me faites rien dire. À l'heure actuelle, il n'y a pas de programme d'indemnisation. Des discussions sont en cours avec le secteur. Je n'ai évidemment rien à dire au sujet du moment où le gouvernement prendra une décision dans un sens ou dans l'autre.

M. John Barlow: Je comprends.

Je voudrais maintenant revenir à la taxe sur le carbone. Il y a une question que j'ai oublié de demander.

Dans le cadre de l'analyse actualisée basée sur une taxe de 25 $ à 50 $ la tonne, disposez-vous de données quelconques sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant du secteur agricole qui résulterait de l'augmentation de la taxe sur le carbone?

M. Chris Forbes: Je ne crois pas que le travail que nous avons fait aborde cette question parce qu'il s'agissait d'un modèle statique. Il faudrait que je vérifie.

M. John Barlow: C'est tout pour moi.

Merci beaucoup pour votre temps.

Le président: Le temps est écoulé. Merci, monsieur Barlow.

[*Français*]

Messieurs Corriveau et Forbes, je vous remercie encore de votre présence parmi nous cet après-midi pour répondre à nos questions.

[*Traduction*]

Vous pouvez rester, mais cette partie de la réunion est terminée. Je demande aux membres du Comité de rester parce que nous devons voter sur les crédits.

[*Français*]

Conformément à l'article 81(4) du Règlement, le Comité traitera maintenant de crédits du Budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019, moins les crédits provisoires consentis par la Chambre le 22 mars 2018.

Ai-je le consentement unanime pour voter tous les crédits en une motion?

Des députés: D'accord.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

Crédit 1—Dépenses du programme..... 3 755 068 $

(Le crédit 1 est adopté avec dissidence.)

COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS

Crédit 1—Dépenses du programme..... 4 846 955 $

(Le crédit 1 est adopté avec dissidence.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE

Crédit 1—Dépenses de fonctionnement..... 568 453 709 $

Crédit 5—Dépenses en capital..... 54 888 471 $

Crédit 10—Subventions et contributions..... 425 525 000 $

(Les crédits 1, 5 et 10 sont adoptés avec dissidence.)

Le président: Dois-je faire rapport de ces crédits à la Chambre?

Des députés: D'accord.

Le président: C'est tout. Je vous remercie.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes
à l'adresse suivante : http://www.noscommunes.ca

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the
following address: http://www.ourcommons.ca